

fenaco

Baromètre ville-campagne 2025

Rapport d'étude

Novembre 2025

MENTIONS LEGALES

Baromètre ville-campagne 2025, novembre 2025

Client : fenaco

Mandataire : Sotomo, Binzstrasse 23, 8045 Zurich.

Auteurs/autrices : Michael Hermann, Nadja Rohner, Simon Stückelberger

1	Baromètre ville-campagne fenaco	4
1.1	A propos de cette étude	4
1.2	En bref	6

2	Le champ de tensions entre ville et campagne	11
2.1	La carte du paysage politique révèle un fossé	11
2.2	Le fossé entre villes de grande taille et campagne	16
2.3	Le fossé ville-campagne : évaluations	22

3	Qui a le dernier mot ?	27
3.1	Ville et campagne, qui décide et dans quels domaines ?	27
3.2	Où les préoccupations trouvent-elles un écho ?	31

4	Evolution des communes de résidence	34
4.1	Qualité de vie et croissance	34
4.2	Dimensions de la qualité de vie	38
4.3	Urbanisation et identité rurale	48

5	Perception de la croissance démographique	54
5.1	Croissance de nos communes de résidence	55
5.2	La croissance démographique en Suisse	63

6	Collecte des données et méthode	72
6.1	Definition des types d'espace	72
6.2	Collecte des données et méthode	73

Baromètre ville-campagne fenaco

1.1 A PROPOS DE CETTE ÉTUDE

Le champ de tensions entre ville et campagne s'accroît. Un nombre croissant de personnes considèrent que cet antagonisme est pesant pour la Suisse. Si la plupart des personnes sondées estiment que leur commune de résidence s'est urbanisée, elles sont de plus en plus nombreuses à s'identifier au pôle rural dans l'antagonisme politique ville-campagne. Il s'agit de l'une des conclusions du baromètre ville-campagne fenaco, qui examine depuis 2021 les points de friction et la cohabitation entre ville et campagne en Suisse, afin de contribuer à une meilleure compréhension de la situation.

La troisième édition du baromètre met l'accent sur la croissance démographique et l'évolution de la qualité de vie en milieu urbain et rural. On observe ici un contraste remarquable : une majorité de la population suisse se montre critique face à la croissance démographique galopante. De nombreuses personnes portent toutefois un regard positif sur l'évolution de la qualité de vie de leur environnement. C'est précisément dans les communes qui affichent une croissance supérieure à la moyenne ces dix dernières années que ce ressenti est net. Les plus insatisfaites de l'évolution de leur lieu de résidence sont

les personnes qui vivent dans des communes où la population stagne ou décroît. Elles constatent en effet une dégradation dans la disponibilité de commerces de proximité et évaluent l'évolution de l'environnement social de manière moins positive que les autres. Même en ce qui concerne l'offre de logements, critiquée dans l'ensemble, la tendance n'est pas perçue comme plus positive dans les communes stagnantes. Globalement, il ressort néanmoins que la grande majorité de la population suisse est satisfaite de la qualité de vie dans sa commune de résidence, considérée comme stable ou meilleure. Si la croissance démographique est manifestement bien maîtrisée au niveau local, globalement la croissance en Suisse est toutefois jugée négative par une grande majorité de personnes sondées – le terme « croissance démographique » étant souvent associé à des aspects négatifs. La population optimale est ainsi estimée à un peu plus de 8 millions de personnes, soit nettement moins que les 9 millions actuels. La perspective d'un franchissement du cap de 10 millions est perçue comme inquiétante par une large proportion de personnes sondées, même si une majorité d'entre elles pensent que cette limite sera dépassée avant 2050. En dépit des divergences politiques, en ville comme à la campagne, on s'accorde au moins sur un point : la croissance est actuellement plutôt associée à des défis qu'à des opportunités.

Le baromètre ville-campagne paraît tous les deux ans. Il est établi par Sotomo à la demande de fenaco société coopérative. L'édition actuelle est basée sur un sondage mené auprès de plus de 3400 personnes. Les résultats sont représentatifs de la population intégrée sur le plan linguistique en Suisse alémanique et en Suisse romande. En plus de ces données d'enquête, l'étude intègre également des analyses de l'évolution du fossé ville-campagne lors des votations des dernières décennies.

1.2 EN BREF

Le champ de tensions entre ville et campagne s'accroît

Un antagonisme politique croissant : six des dix votations où l'écart enregistré entre ville et campagne est le plus important depuis 1980 ont eu lieu ces cinq dernières années (ill. 5). Sur les 45 dernières années, le fossé n'a jamais été aussi profond (ill. 3). Les grandes villes sont clairement celles qui sont le plus souvent mises en minorité dans les votations – une tendance à la hausse. Récemment, les régions rurales ont néanmoins aussi été mises en échec (ill. 6).

Un antagonisme de plus en plus pesant : plus d'un tiers des personnes interrogées estiment que l'antagonisme entre la ville et la campagne est très pesant en Suisse. Un cinquième de celles-ci étaient de cet avis il y a deux ans (ill. 7). La proportion de personnes qui s'identifient au pôle rural dans cet antagonisme est passée de 25 % à 33 % depuis 2021 (ill. 9). Elle est inférieure à un cinquième pour le pôle urbain. En dépit de l'urbanisation (ill. 25), la population se sent donc plus proche du camp rural.

Dominance des villes : si les grandes villes sont souvent mises en minorité, 58 % de la population estime toutefois que ce sont plutôt elles qui ont le dernier mot (ill. 11) une proportion record dans cette série d'enquêtes. Seules 17 % de personnes sondées pensent le contraire.

Des préoccupations moins entendues : les citadines et citadins et, plus encore, la population rurale estiment que leurs préoccupations ne sont pas suffisamment prises en compte par le camp adverse. Dans les villes de grande taille, la proportion de personnes estimant que leurs préoccupations sont suffisamment entendues à la campagne a baissé, passant de 37 % à 28 % depuis 2021. Dans les régions rurales, ce chiffre est passé de 30 % à seulement 16 % (ill. 14). A la campagne, en agglomération et dans les petites villes, les personnes interrogées estiment en outre que leurs préoccupations sont de moins en moins défendues par les grandes institutions, notamment dans les médias, les milieux économiques et la sphère politique (ill. 15).

Une qualité de vie en hausse dans les communes à forte croissance

Satisfaction liée à la commune de résidence : une grande majorité de la population suisse (86 %) se dit satisfaite de la qualité de vie dans sa commune de résidence (ill. 16). Presque une moitié de personnes sondées (46 %) estiment ainsi qu'elle s'est améliorée au cours des dix dernières années. Elles ne sont que 18 % à constater une dégradation. A de faibles écarts près, ces appréciations valent pour les quatre types d'espace étudiés (ill. 17).

Une qualité de vie supérieure dans les communes à forte croissance démographique : l'évolution des communes de résidence est perçue comme particulièrement positive dans celles qui affichent une croissance supérieure à la moyenne (10 % à 14 %) ces dix dernières années (ill. 18). Plus de la moitié (52 %) des résidentes et résidents de ces communes constatent une amélioration de la qualité de vie dans celles-ci. La valeur la plus basse concerne les communes dont la population a chuté ces dix dernières années. Seulement 24 % des personnes interrogées y voient une amélioration de la qualité de vie.

Amélioration des prestations offertes – avec des exceptions : les appréciations les plus positives concernent l'évolution de l'offre de transports publics ainsi que de l'offre scolaire et en matière de garde d'enfants dans les communes de résidence (ill. 19). Malgré la croissance démographique, nombreuses sont les personnes qui perçoivent aussi une évolution positive des espaces naturels et de détente. Seules l'évolution de l'offre de logements dans les villes et celle de l'offre de restauration à la campagne sont considérées comme nettement négatives (ill. 21).

Le coût du recul démographique : il apparaît clairement que l'évaluation la moins positive concerne l'évolution de certaines dimensions de la qualité dans les communes où la population est en déclin (ill. 22). Dans ces communes, les personnes sondées déplorent un recul des commerces de proximité et estiment que l'évolution de l'environnement social est moins positive que dans le reste de la Suisse. Il en va de même pour l'évolution de l'offre de logements, perçue comme plus négative que dans les communes affichant une croissance supérieure à la moyenne.

Idéal rural, réalité citadine

Urbanisation et identité rurale : une nette majorité (59 %) de personnes observent une urbanisation de leur commune de résidence (ill. 25). Parallèlement, la proportion de personnes qui classent leur commune dans le type d'espace « campagne/région rurale » est passée de 32 % à 36 % depuis 2021 (ill. 27). Ainsi, elles sont beaucoup plus nombreuses à se considérer comme « campagnardes » que ne le suggère le classement effectué sur la base des données d'aménagement du territoire (moins de 25 %). Les questions d'identité et de démarcation par rapport aux villes dominantes, dont les penchants politiques sont différents, semblent également jouer un rôle dans cette vision.

Lieu de vie idéale versus réalité : pour les Suisses, la campagne est le lieu de vie idéal par excellence, les villes de grande taille arrivant en dernière position (ill. 27). Plus frappant encore, ils ne sont plus que 11 % à citer la ville comme lieu de vie de prédilection, contre 14 % en 2021. Cette vision idéalisée de la vie à la campagne et le scepticisme à l'égard des grandes villes traduisent un fossé croissant entre lieu de vie idéal et réalité vécue. Si de nombreuses personnes considèrent la campagne comme le lieu de vie idéal, d'autres types d'espace répondent généralement mieux aux besoins du quotidien en termes d'accessibilité, d'offre scolaire et en matière de garde d'enfants, ou encore de commerces de proximité.

Scepticisme à l'égard de la croissance démographique

Une croissance surestimée par les citadines et citadins : chez les personnes qui habitent en ville, la perception de la croissance démographique est particulièrement forte. Dans les faits, ce n'est pourtant pas dans les villes, mais dans les communes d'agglomération qu'elle est la plus élevée (ill. 30). Il semble cependant qu'elle soit davantage perçue dans les zones urbaines, où les espaces de vie sont souvent déjà restreints. Ce ressenti est renforcé par la situation particulièrement tendue du marché résidentiel.

A la campagne, la croissance démographique est davantage considérée comme positive : si la majorité de la population considère que la qualité de vie a tendance à s'améliorer dans sa

commune, elle se montre plus critique quant à l'impact produit par la croissance sur celle-ci. Ainsi, 48 % de personnes interrogées estiment que la croissance démographique des dernières années a eu un effet négatif sur leur commune. Elles ne sont que 39 % à avoir un avis contraire (ill. 31). C'est précisément à la campagne que la proportion de personnes portant un regard positif sur la croissance démographique de leur commune est la plus élevée. Cela s'explique probablement aussi par une offre déjà sous pression en matière de commerces de proximité, de restauration et d'autres prestations.

Scepticisme général vis-à-vis de la croissance à l'échelle du pays : le ressenti est beaucoup plus négatif s'agissant de la croissance démographique à l'échelle de la Suisse que dans la commune de résidence (ill. 34). Seuls 23 % de personnes interrogées estiment qu'elle a un effet positif sur le pays. C'est à la campagne qu'on compte les voix les plus critiques, alors même que la croissance démographique locale y est jugée plus positive qu'ailleurs. Les aspects positifs de cette croissance sont plus perceptibles au niveau local, notamment parce qu'elle génère de nouvelles prestations ou crée un environnement plus vivant. Au niveau national, la croissance démographique est moins palpable et perçue comme une menace.

La pénurie de logements, un défi à relever : le principal défi lié à la croissance démographique est la pénurie de logements, citée par 55 % de personnes sondées. Dans les grandes villes, elles sont même les trois quarts à partager cet avis (ill. 32). La saturation des réseaux de transport est également fréquemment citée : environ la moitié des Suisses estiment que les embouteillages dans leur commune sont une conséquence négative de la croissance démographique. Si la population considère la croissance démographique davantage comme un défi que comme une opportunité, certains y voient des effets positifs directs, notamment l'amélioration de l'offre de transports publics (39 %) ou encore l'enrichissement social et culturel (28 %) (ill. 33).

La vision idéale d'une Suisse comptant 8,3 millions d'habitantes et d'habitants : pour les Suisses, en moyenne, la population op-

timale s'élève à seulement 8,3 millions de personnes (ill. 38). Parallèlement, en moyenne, les personnes interrogées pensent que ce chiffre atteindra 10,8 millions d'ici 2050 (ill. 38). Les Suisses misent manifestement sur une poursuite d'une croissance démographique dynamique.

Le champ de tensions entre ville et campagne

Comment le fossé ville-campagne évolue-t-il en Suisse ? Le baromètre ville-campagne de fenaco met en évidence cette évolution à l'aide des votations populaires fédérales. Il s'appuie également sur des sondages pour analyser le regard porté par la population sur ce champ de tensions. La série de sondages disponible permet de mettre en évidence de premières tendances.

2.1 LA CARTE DU PAYSAGE POLITIQUE RÉVÈLE UN FOSSÉ

Le paysage politique dessiné par Sotomo classe les votations selon deux axes. L'axe horizontal gauche/droite représente différentes conceptions du rôle que doit jouer l'Etat. La conception de « gauche » est celle du modèle visant la protection et l'égalité sociales. Celle de « droite » est axée, quant à elle, sur la sécurité, l'ordre et la propriété privée. L'axe vertical va des orientations politiques dites « progressiste/libéral » en haut à

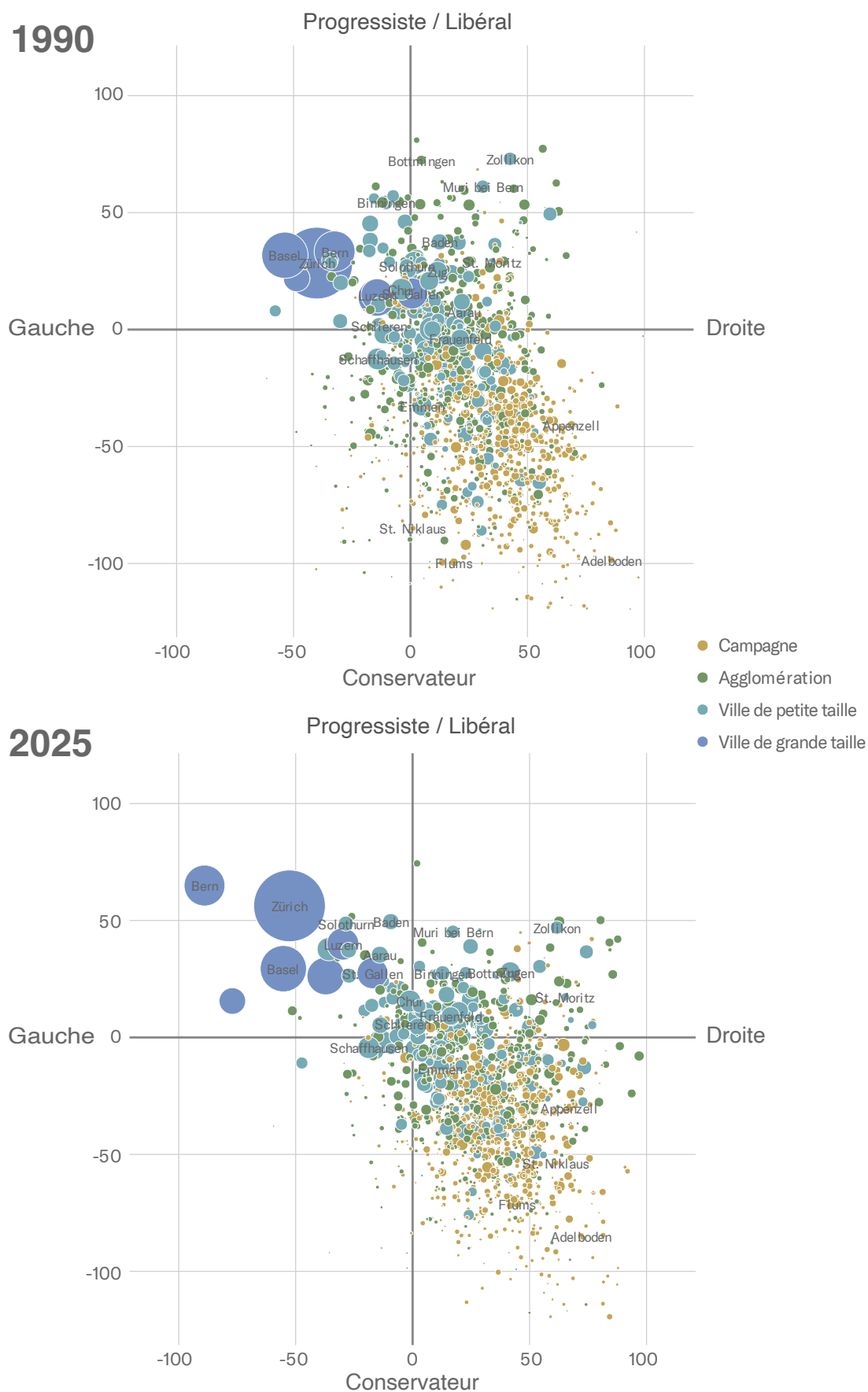
« conservateur » tout en bas. Les philosophies politiques progressiste et libérale sont synonymes d'ouverture, de changement et de réformes, tandis que la vision conservatrice est synonyme de stabilité, de préservation et de démarcation.

L'illustration 1 représente le paysage politique de l'ensemble des communes situées en Suisse alémanique, d'abord en 1990 puis en 2025. Le positionnement des communes se base sur la répartition des voix exprimées dans celles-ci lors des votations populaires fédérales. Les couleurs symbolisent le type d'espace de chaque commune. Comme le montre la carte du paysage politique de 1990, la plupart des villes de grande taille se situaient déjà à cette époque dans le carré gauche/libéral, la majorité des communes se positionnant dans le carré droite/conservateur. La carte établie en 2025 révèle cependant des transferts significatifs. Les villes-centres suisses alémaniques de grande et de moyenne tailles se sont peu à peu éloignées des autres communes sur le plan politique. La ville fédérale de Berne, mais aussi de plus petits chefs-lieux de cantons, comme Soleure ou Aarau, se sont déplacés très nettement du côté gauche/libéral. En comparaison avec 1990, de nombreuses villes-centres affichent aujourd'hui un profil encore plus progressiste/libéral que les communes d'agglomération aisées situées dans le carré droite/libéral, ce qui indique qu'elles votent de plus en plus souvent en faveur de l'ouverture et du changement.

Baromètre ville-campagne 2025

Paysage politique des communes germanophones en 1990 et en 2025 (ill. 1)

Positionnement attribué sur la base des pourcentages de « oui » exprimés lors de votations populaires fédérales jusqu'en septembre 2025 inclus



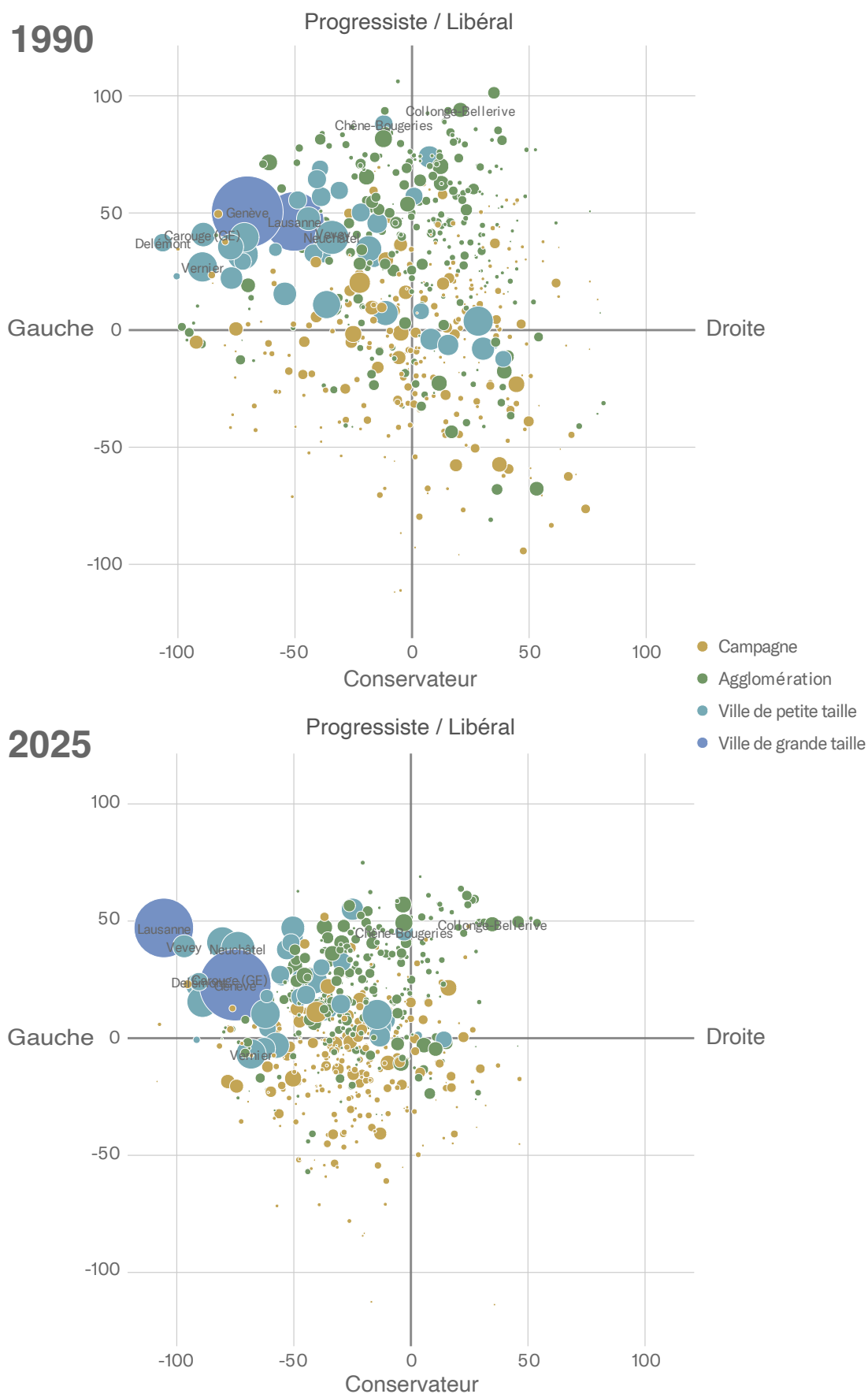
L'illustration 2 représente le paysage politique des communes situées en Suisse romande. Il est intéressant de constater que la proportion de communes figurant dans le carré droite/conservateur y est nettement inférieure qu'en Suisse alémanique. Cet écart s'est nettement accentué depuis 1990. La Suisse romande occupe des positions largement similaires à celles des régions urbaines de Suisse alémanique dans le paysage politique. Les votations qui creusent le fossé ville-campagne sont souvent aussi caractérisées par une « barrière de röstis », la Suisse romande s'alignant sur les villes de Suisse alémanique à cet égard. L'antagonisme ville-campagne est nettement moins marqué en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. D'un point de vue politique, seules Lausanne et la ville de Vevey, plus modeste, se distinguent aujourd'hui clairement des communes qui les entourent avec un profil libéral de gauche. En revanche, la ville cosmopolite de Genève s'est fortement éloignée du carré progressiste. Le profil de Genève est le plus comparable à celui de Bâle. Les deux villes sont situées à la frontière et, à ce titre, plus concernées par des problématiques liées à la circulation de personnes entre pays que des villes de l'intérieur comme Lausanne, Berne ou encore Zurich. A la différence de la Suisse alémanique, les communes d'agglomération aisées de Suisse romande telles que Chêne-Bougeries ou Collonge-Bellerive, près de Genève, font particulièrement preuve d'ouverture : en effet, nombre d'entre elles sont plus progressistes et libérales que les villes-centres.

**Le profil politique de la
Suisse romande est
comparable à celui de la
Suisse alémanique.**

Baromètre ville-campagne 2025

Paysage politique des communes francophones en 1990 et en 2025 (ill. 2)

Positionnement attribué sur la base des pourcentages de « oui » obtenus lors des votations populaires fédérales jusqu'en septembre 2025 inclus



2.2 LE FOSSÉ ENTRE VILLES DE GRANDE TAILLE ET CAMPAGNE

Dans la mesure où la simple distinction entre ville et campagne ne reflète pas la réalité en Suisse, le baromètre ville-campagne distingue quatre types d'espace : **Ville de grande taille** : compte plus de 50 000 habitantes et habitants, p. ex. Bienne, Lausanne, Lugano ou Zurich. **Agglomération** : désigne les communes situées dans la « ceinture d'agglomération », autrement dit dans le bassin de vie urbain. Elles se caractérisent par une forte densité de population, une densité d'emploi plutôt faible et un trafic pendulaire important vers la ville-centre. **Ville de petite taille** : ville indépendante comptant au moins 10 000 habitantes et habitants, comme Zoug, Coire, Fribourg ou Sion, qui ne fait pas partie d'une agglomération. **Campagne/région rurale** : désigne les petites communes, souvent rurales, sans caractère urbain et situées en dehors du bassin de vie urbain direct.

L'illustration 3 présente directement l'évolution du fossé ville-campagne au cours des dernières décennies. Elle reflète l'écart moyen des résultats des votations pour les trois types d'espace « ville de grande taille », « ville de petite taille » et « agglomération » par rapport au type « campagne/région rurale » entre 1980 et 2025. Il apparaît clairement que l'antagonisme politique entre ville et campagne oppose essentiellement villes de grande taille et régions rurales. Les villes de petite taille se situent, avec les agglomérations, entre les villes de grande taille et les régions rurales.

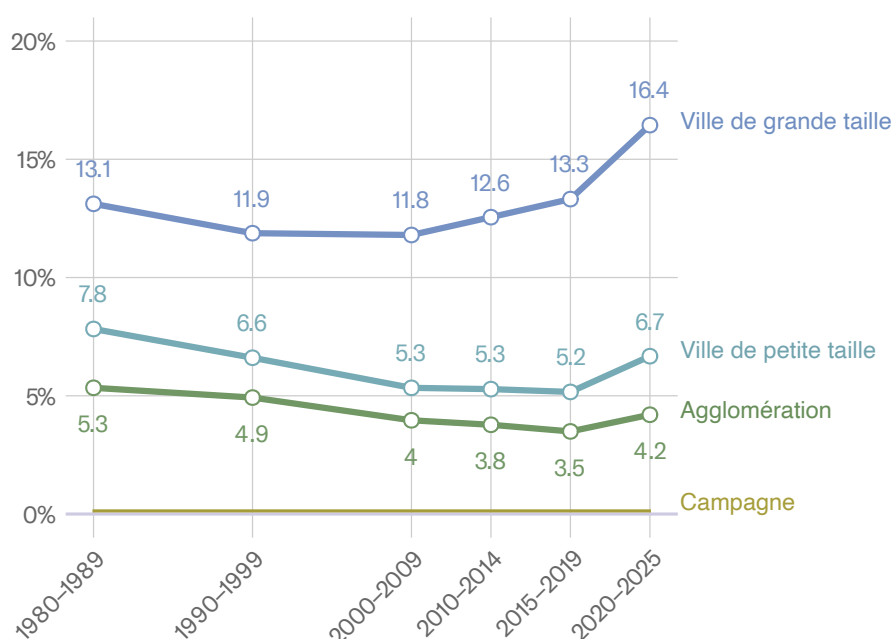
Le fossé entre ville de grande taille et campagne est plus faible que jamais depuis 45 ans.

Baromètre ville-campagne 2025

Cette évolution montre que le fossé ville-campagne s'est quelque peu atténué dans les années 1990 et 2000, alors qu'il s'était creusé dans les années 1980 avec les votations sur l'agriculture (arrêté fédéral sur l'économie sucrière indigène, initiative en faveur des petits paysans). Depuis les années 2010, les différences en termes de comportement de vote ont à nouveau progressé, atteignant un véritable sommet dans les années 2020.

Evolution de l'antagonisme entre ville et campagne entre 1981 et 2025 (ill. 3)

Evolution de l'écart moyen du pourcentage de « oui » exprimés lors de votations populaires fédérales entre trois types d'espace (ville de grande taille, ville de petite taille, agglomération) et la région rurale (campagne) jusqu'en septembre 2025 inclus

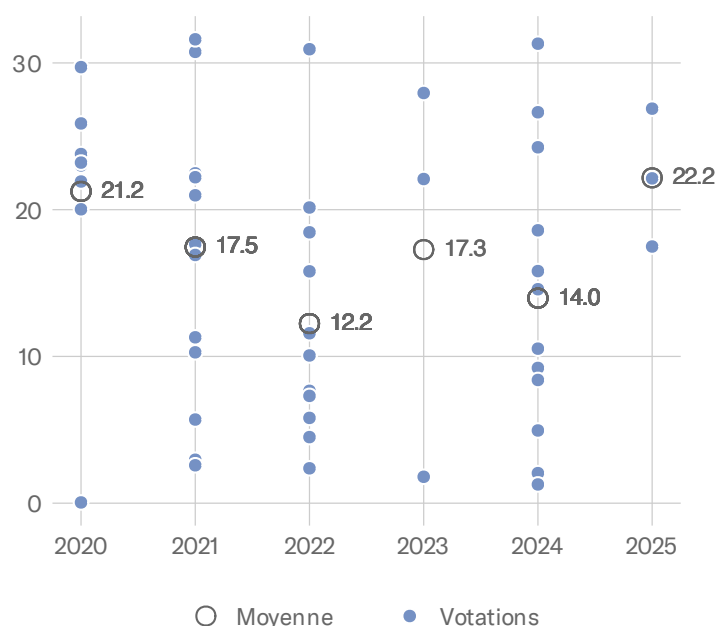


Les principales différences entre les grandes villes et les zones rurales sont relativement stables sur les cinq dernières années (ill. 4). Hormis en 2022, les valeurs moyennes obtenues sont nettement supérieures à celles des années et décennies précédentes. Presque chaque année, on recense une votation avec un écart supérieur ou égal à 30 points de pourcentage entre les grandes villes et les régions rurales.

Baromètre ville-campagne 2025

Antagonisme ville-campagne entre 2020 et 2025 (ill. 4)

Ecart du pourcentage de « oui » exprimés lors de votations populaires fédérales entre villes de grande taille et campagne jusqu'en septembre 2025 inclus



Six votations sur les dix qui présentent le plus gros écart entre villes de grande taille et régions rurales depuis 1980 ont eu lieu dans les années 2020 (ill. 5). Cette accumulation récente montre la forte augmentation des divergences politiques. Depuis qu'ils sont mesurés, des écarts particulièrement importants se dessinent lors des votations liées à l'agriculture. Ainsi, les initiatives sur la biodiversité, sur l'élevage intensif, sur l'eau potable et sur les pesticides ont abouti à un écart supérieur à 30 points de pourcentage entre les villes de grande taille et les régions rurales. Les différences sont également très marquées sur les questions de politique climatique, p. ex. s'agissant de la loi sur le CO₂ (2021, 31 points de pourcentage) ou de la loi sur le climat (2023, 28 points de pourcentage). Le changement climatique touche toutes les régions de Suisse, mais l'économie rurale et artisanale dépend plus directement des énergies fossiles que la société urbaine axée sur les services. Par ailleurs, les mesures climatiques ont un impact mondial et non local. A cet égard, elles s'inscrivent davantage dans un point de vue urbain. Outre les projets liés à l'agriculture ou au climat, ceux concernant le

logement – sujet de plus en plus brûlant sur la scène politique – révèlent également un antagonisme ville-campagne marqué. L’initiative populaire « Davantage de logements abordables » figure dans le top dix des projets concernés. Les deux projets visant à modifier le droit du bail, sur les conditions de sous-location et la résiliation pour besoin propre, figurent parmi les 20 votations reflétant le plus grand fossé ville-campagne. Alors que l’agriculture touche plus directement les régions rurales, traditionnellement, la pénurie de logements et le coût élevé de ces derniers concernent davantage les villes de grande taille. Cela explique pourquoi ces deux problématiques creusent des fossés particulièrement profonds. Les agglomérations et les communes touristiques sont toutefois de plus en plus touchées par la pénurie de logements. Cela pourrait contribuer à réduire les divergences politiques à l’avenir, du moins entre les villes et les agglomérations.

Baromètre ville-campagne 2025

Plus fortes divergences en matière de comportement de vote entre ville et campagne (ill. 5)

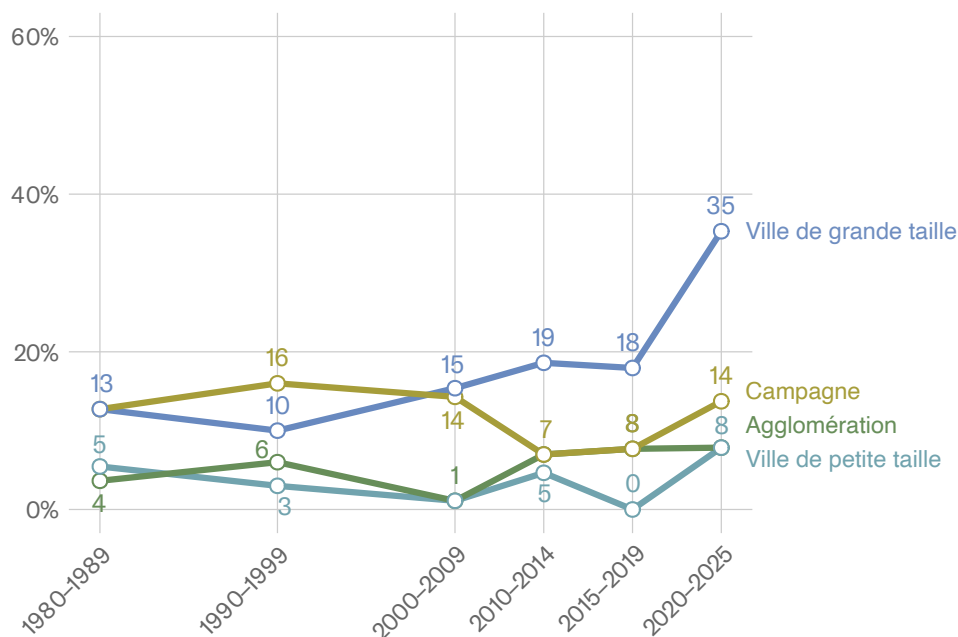
Ecart du pourcentage de « oui » exprimés lors de votations populaires fédérales entre ville de grande taille et campagne de 1980 à 2025 jusqu'en septembre 2025 inclus : 377 votations comptabilisées

Rang	Titre	Année	Différence
Top 10			
1	Loi sur le CO2	2021	31.6
2	Initiative pour une eau potable propre	2021	31.4
3	Initiative biodiversité	2024	31.3
4	Redevance sur les poids lourds liée aux prestations	1998	31.0
5	Initiative «Pour la protection face à la violence des armes»	2011	31.0
6	Initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse»	2022	30.9
7	Initiative populaire «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse»	2021	30.8
8	Initiative populaire «Davantage de logements abordables»	2020	29.7
9	Initiative en faveur des petits paysans	1989	29.5
10	Arrêté sur l'économie sucrière	1986	28.6
Classement des votations 2023–2025			
11	Loi sur la protection du climat	2023	28.0
12	Initiative pour la responsabilité environnementale	2025	26.9
14	Résiliation pour besoin propre (droit du bail)	2024	26.6
19	Conditions de la sous-location (droit du bail)	2024	24.3
36	L'impôt immobilier cantonal sur les résidences secondaires	2025	22.1
37	Modification de la loi COVID-19 (5e révision)	2023	22.1
80	Loi sur l'électricité (acte modificateur unique)	2024	18.6
101	Loi sur l'e-ID	2025	17.5
131	Extension du réseau des routes nationales	2024	15.8
158	Initiative d'allègement des primes	2024	14.6
230	Initiative populaire «Pour la liberté et l'intégrité physique»	2024	10.5
256	Initiative populaire «Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13 ^e rente AVS)»	2024	9.2
273	Financement uniforme des prestations de santé (LAMal)	2024	8.4
316	Initiative pour un frein aux coûts dans le système de santé	2024	5.0
356	Initiative populaire «Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne (initiative sur les rentes)»	2024	2.0
359	Imposition minimale de l'OCDE	2023	1.8
367	Réforme de la prévoyance professionnelle	2024	1.3

Les différences plus marquées relevées en matière de comportement de vote indiquent que les villes de grande taille et les régions rurales ont des opinions majoritaires de plus en plus divergentes. Cela pose particulièrement problème lorsque la même partie met systématiquement l'autre en minorité. Comme le montre l'illustration 6, depuis les années 2010, la population des villes de grande taille est de plus en plus souvent mise en minorité par celle des autres types d'espace. Cela reflète le fossé politique accru observé entre les villes de grande taille et les autres types d'espace, qui explique leur mise en minorité plus fréquente. Cette tendance s'est encore accentuée dans les années 2020. Durant celles-ci, dans 35 % des votations (18 sur un total de 51), les villes de grande taille ont été mises en minorité par la majorité de la population suisse (ou par une majorité des cantons). Au cours des cinq dernières années, la population rurale a été nettement moins souvent mise en minorité, à savoir dans 14 % des votations. Ce chiffre est cependant lui aussi en augmentation.

La majorité donne le « la » 1980-2025 (ill. 6)

Evolution de la part de votations au terme desquelles le résultat global ne correspond pas au résultat du type d'espace concerné jusqu'en septembre 2025 inclus

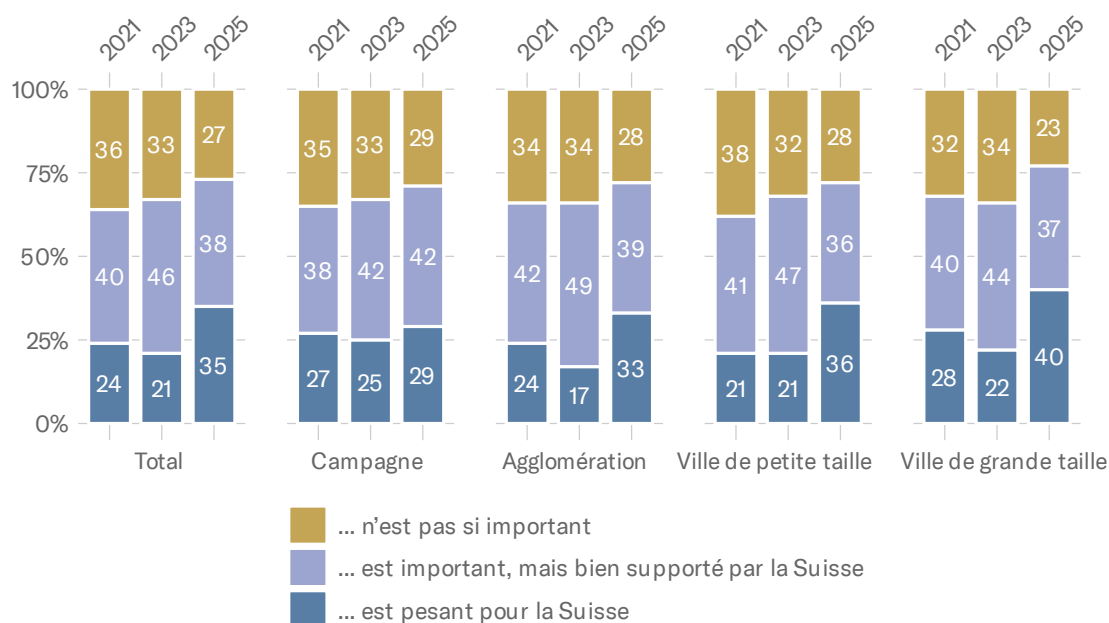


2.3 LE FOSSÉ VILLE-CAMPAGNE : ÉVALUATIONS

Comme le montre l'analyse des résultats des votations, les villes de grande taille et les régions rurales s'éloignent politiquement. La proportion de personnes estimant que l'antagonisme ville-campagne est pesant pour la Suisse a nettement augmenté par rapport au dernier sondage de 2023, passant de 21 % à 35 % (ill. 7). A noter que l'appréciation n'a guère évolué dans les régions rurales. Dans les villes de grande taille, l'inquiétude concernant la cohésion sociale a fortement progressé. Parallèlement, de moins en moins de personnes interrogées considèrent que l'antagonisme ville-campagne n'est pas très marqué. Lors du premier sondage réalisé en 2021, elles étaient 35 % à partager cet avis, contre 27 % en 2025.

Evaluation du fossé ville-campagne (ill. 7)

« Parmi les affirmations suivantes sur l'antagonisme entre la ville et la campagne, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?
Cet antagonisme... »

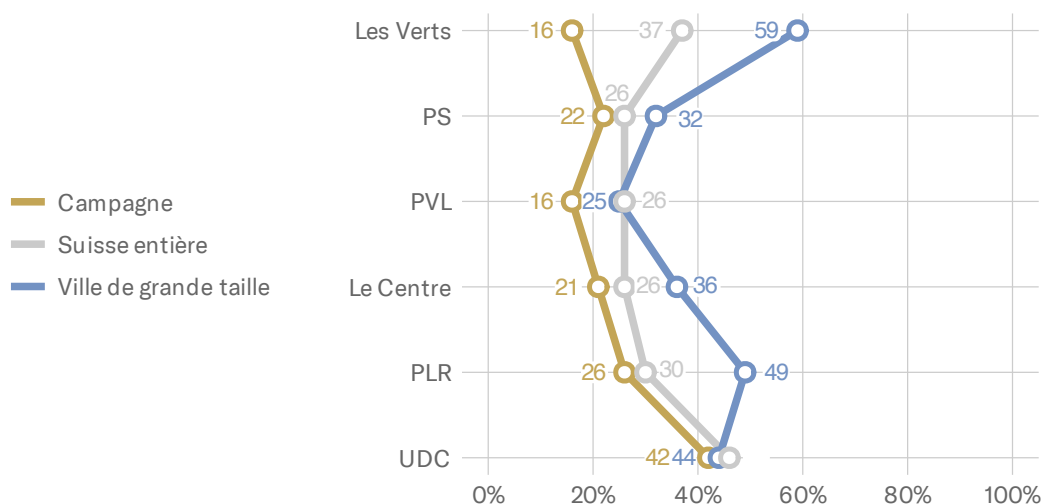


Il apparaît que l'antagonisme entre la ville et la campagne est particulièrement perçu comme pesant pour la Suisse par les per-

sonnes habitant dans des villes de grande taille. Fait intéressant, cette opinion n'est pas essentiellement celle des électeurs des partis de gauche, qui y sont très représentés (ill. 8). A l'échelle du pays, ce sont principalement les partisans de l'UDC qui estiment que l'antagonisme ville-campagne est pesant pour la Suisse. Dans les villes de grande taille, ce sont les Verts qui expriment le plus souvent cette inquiétude, suivis des électeurs du PLR et de l'UDC. Dans les régions rurales, le fossé ville-campagne est globalement perçu comme moins pesant pour la Suisse. Seule la base rurale de l'UDC affiche ici des valeurs élevées.

Evaluation du fossé ville-campagne selon l'orientation politique (ill. 8)

« Parmi les affirmations suivantes sur l'antagonisme entre la ville et la campagne, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ? Cet antagonisme... »



Si une grande majorité de la population suisse ne remet pas en cause l'existence d'un clivage politique entre la ville et la campagne (ill. 7), près de la moitié des personnes sondées ne se sentent pas concernées (ill. 9). Cette perception est assez logique, dans la mesure où la plupart des personnes interrogées considèrent que leur commune n'est ni clairement rurale, ni clairement urbaine (ill. 26). Depuis le premier sondage de 2021, la proportion de personnes qui se rangent du côté de la campagne dans l'antagonisme entre la ville et la campagne est passée de 25 % à 33 %, celle s'identifiant à la ville stagnante autour de 20 %. Ce constat est étonnant. En effet, comme il sera expliqué

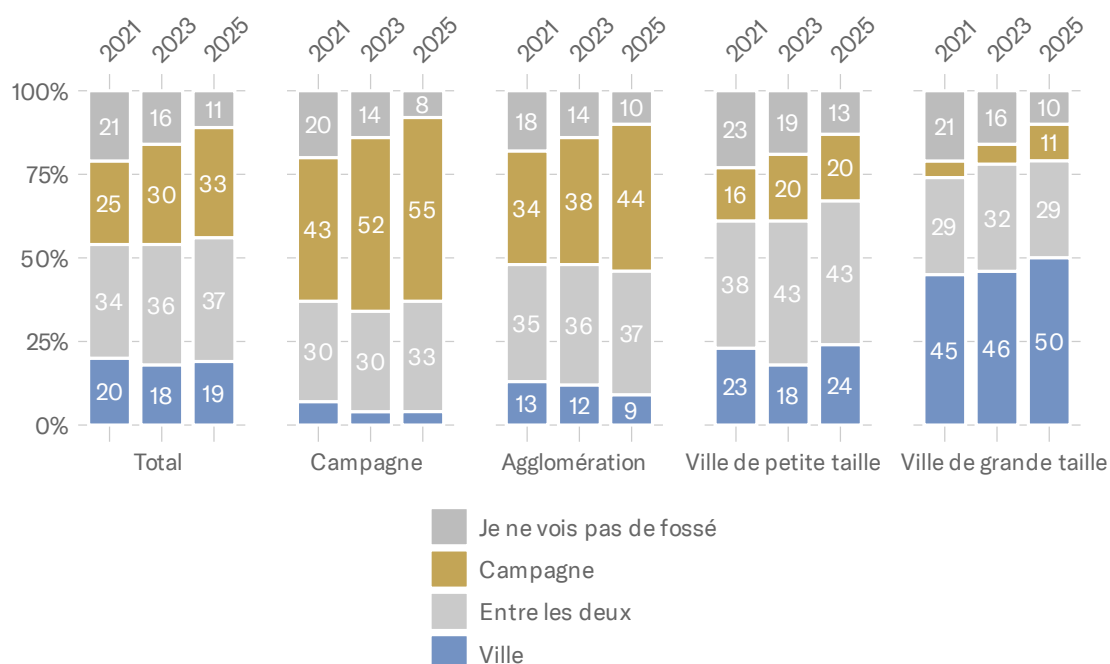
ci-après, la plupart des personnes interrogées estiment que leur commune s'est urbanisée ces dernières années (ill. 25). En dépit de l'urbanisation, la population s'identifie, semble-t-il, de plus en plus au pôle rural. On observe ainsi surtout que les personnes interrogées vivant en agglomération se situent plus volontiers du côté des régions rurales que de la ville sur le plan politique, y compris par rapport aux précédents sondages. Conclusion : si les régions rurales perdent du terrain au profit de l'urbanisation croissante, de plus en plus de personnes s'identifient néanmoins à celles-ci et s'opposent aux villes (rouges-vertes).

Malgré l'urbanisation, de plus en plus de personnes s'identifient au pôle rural.

Baromètre ville-campagne 2025

Position dans le champ de tensions entre ville et campagne (ill. 9)

« Les médias et la politique parlent souvent du fossé entre la ville et la campagne. De quel côté de ce fossé vous voyez-vous ? »

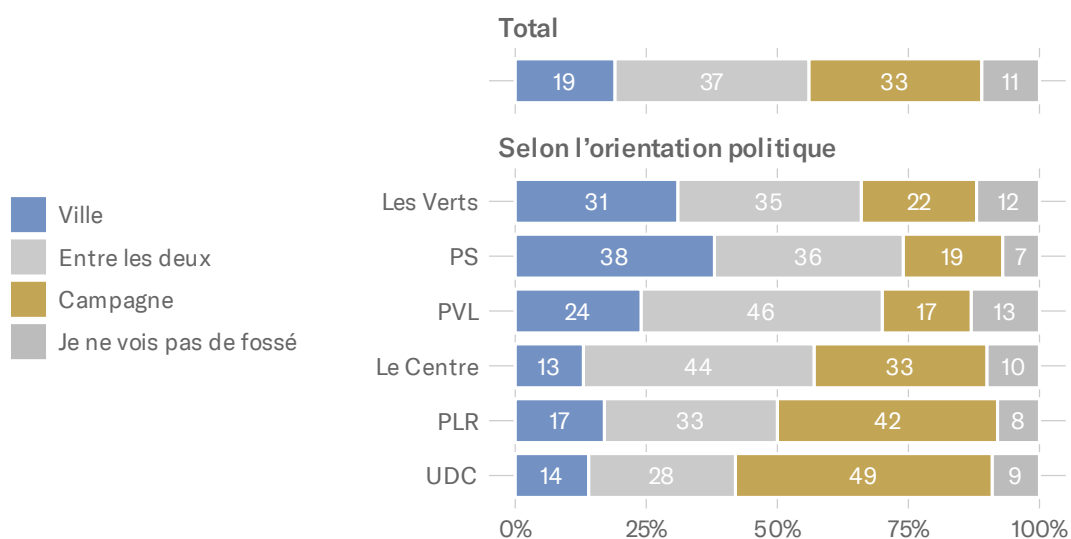


L'antagonisme entre la ville et la campagne oppose les villes rouges-vertes aux régions rurales plus conservatrices. En toute logique, les électeurs des partis de gauche s'identifient donc davantage à la ville. Cela vaut surtout pour la base du PS. A contrario, la base de l'UDC s'identifie majoritairement aux régions rurales. Il est intéressant de constater que la base de l'UDC s'identifie beaucoup plus aux régions rurales que celle du PS à la ville. Là encore, on observe une asymétrie au profit de la campagne.

Baromètre ville-campagne 2025

Position dans le champ de tensions entre ville et campagne selon l'orientation politique (ill. 10)

« Les médias et la politique parlent souvent du fossé entre la ville et la campagne. De quel côté de ce fossé vous voyez-vous ? »



Qui a le dernier mot ?

Qu'en est-il du rapport de force entre la ville et la campagne en Suisse ? Qui a le dernier mot en Suisse, et dans quels domaines ? Enfin, dans quelle mesure les préoccupations des villes et des régions rurales suisses sont-elles prises en compte ? La série de sondages montre que le sentiment de ne pas être entendu se répand surtout en dehors des villes de grande taille.

3.1 VILLE ET CAMPAGNE, QUI DÉCIDE ET DANS QUELS DOMAINES ?

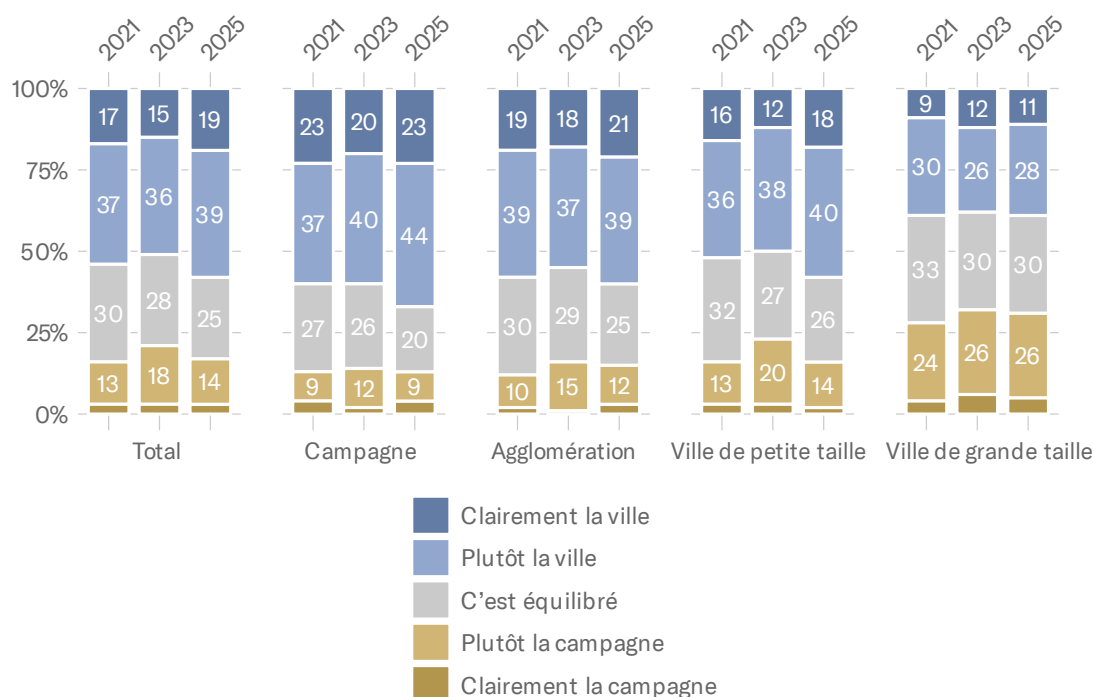
Si les villes de grande taille ont souvent été mises en minorité lors des votations fédérales ces dernières années et bien que les Suisses s'identifient de plus en plus aux régions rurales, la proportion de personnes estimant que, globalement, les décisions se prennent plutôt en ville qu'à la campagne n'a jamais été aussi élevée. Au total, 58 % de personnes interrogées sont de cet avis ; seules 17 % d'entre elles pensent le contraire (ill. 11). C'est à la campagne que la prédominance de la ville est la plus fortement perçue. Plus des deux tiers de sa population déclarent désormais que les villes prennent les décisions en Suisse. En revanche, seuls 39 % des habitants des villes de grande taille partagent cet avis. Ils sont encore moins nombreux à penser que c'est la campagne qui a le dernier mot (31 %). Cela montre que la population des

viles de grande taille part globalement du principe que le rapport de force est équilibré.

La domination des villes est de plus en plus fortement ressentie.

Qui a le dernier mot ? (ill. 11)

« Ville ou campagne : qui, de manière générale, prend les décisions en Suisse ? »



Si les personnes sondées sont de plus en plus nombreuses à estimer que les villes jouent un rôle déterminant en Suisse, leur influence est jugée constante dans de nombreux domaines (ill. 12). Les villes sont considérées comme dominantes, notamment en matière de tendances sociales, d'économie, de contenus médiatiques et de réseaux sociaux. On constate peu de changements dans ce domaine depuis 2021. Seuls les contenus médiatiques

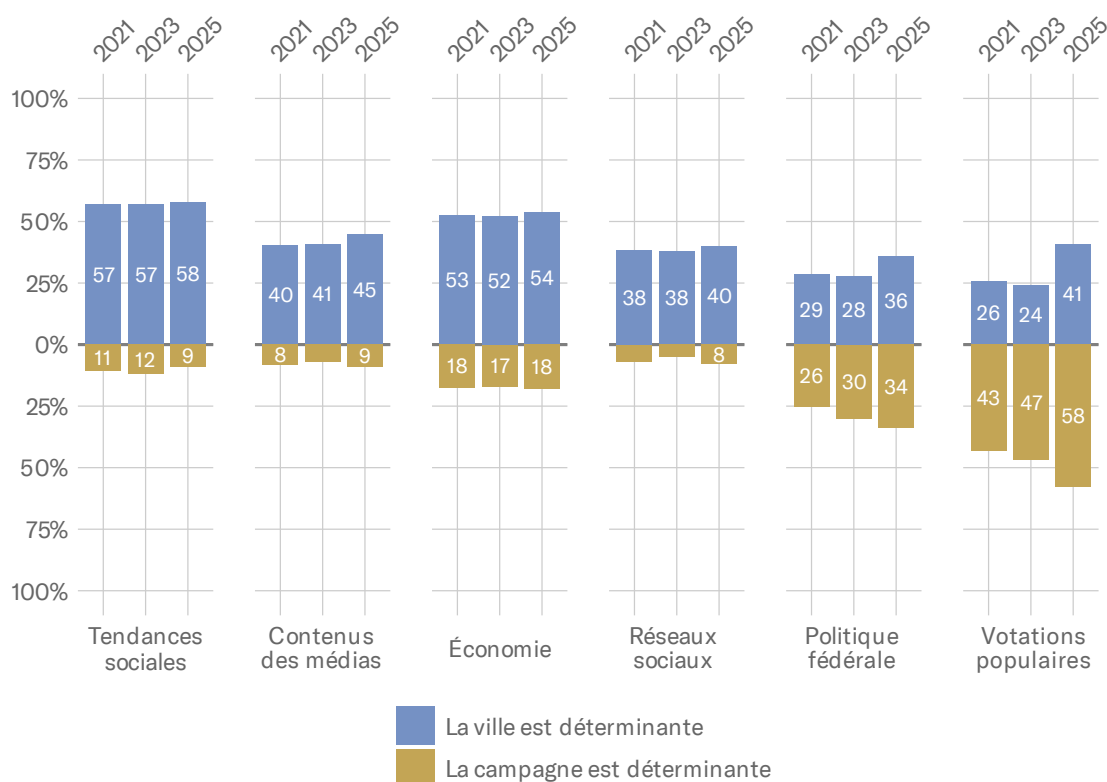
affichent une légère augmentation, 45 % des personnes interrogées attribuant une influence dominante aux villes dans ce domaine (contre 40 % auparavant), sans doute le reflet de la concentration croissante des médias.

Les avis quant à « qui a le dernier mot » sur le plan politique ont, quant à eux, considérablement évolué. On observe ici des écarts de plus en plus marqués. En 2021, 43 % des personnes interrogées estimaient que les régions rurales avaient le dernier mot dans les référendums. Ce chiffre est désormais de 58 %. Par rapport au dernier sondage, la proportion de personnes attribuant le résultat des scrutins à la ville a également sensiblement augmenté, passant de 24 % à 41 %. Autrement dit, les avis sont très contrastés. Tel qu'il ressort de l'analyse des résultats des votations, les villes sont nettement plus souvent mises en minorité (ill. 6), 41 % de personnes sondées estiment que la campagne est sur la défensive. L'analyse révèle que la part de projets pour lesquels les résultats des votations ne sont pas en faveur des régions rurales a toutefois également augmenté. Cela explique que les deux camps peuvent avoir l'impression d'être mis en minorité. La politique fédérale connaît une évolution similaire à celle observée lors des votations, mais moins marquée et moins polarisée. Ici, l'influence des deux parties est perçue comme déterminante dans des proportions à peu près équivalentes.

Baromètre ville-campagne 2025

Ville et campagne, qui commande où ? (ill. 12)

« Dans quels domaines de la Suisse la ville est-elle déterminante selon vous ? » ; « Dans quels domaines de la Suisse la campagne est-elle déterminante selon vous ? »

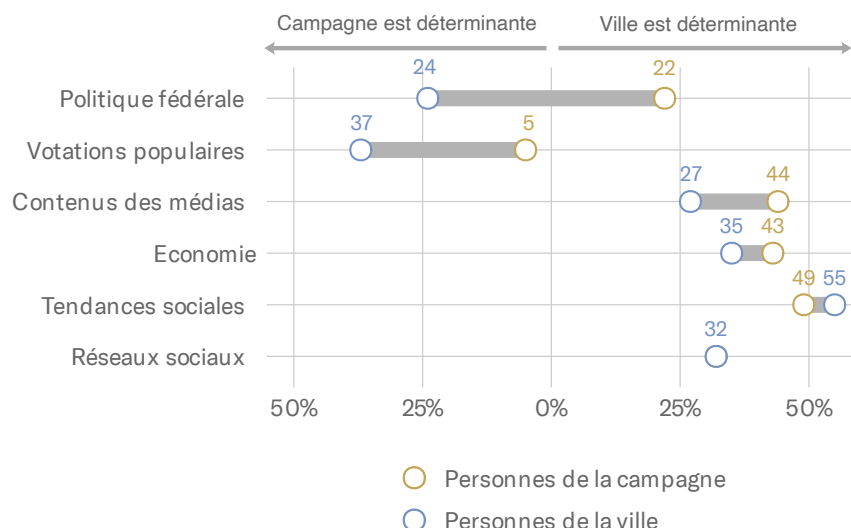


L'illustration 13 montre les avis exprimés par les habitants des villes de grande taille et des régions rurales en réponse à la question ci-dessus. Seul le solde de l'évaluation apparaît ici. On constate que les personnes interrogées en ville et à la campagne sont largement unanimes, hormis pour ce qui est de la politique fédérale. Celles issues des zones rurales attribuent aux zones urbaines une influence déterminante, les citadines et citadins pensant le contraire. Les opinions divergent également quant à savoir qui a le dernier mot lors des votations populaires. Si la population des villes de grande taille le donne clairement aux régions rurales, celle de la campagne estime qu'aucun des deux camps n'est nettement en position de force.

Baromètre ville-campagne 2025

Ville et campagne, qui commande où – ville de grande taille et région rurale (ill. 13)

« Dans quels domaines de la Suisse la ville est-elle déterminante selon vous ? » ; « Dans quels domaines de la Suisse la campagne est-elle déterminante selon vous ? » Le graphique montre dans quels domaines la ville ou la campagne est jugée en position de force selon que les personnes interrogées soient citadines ou issues des régions rurales. Il repose sur l'écart entre la proportion de personnes estimant que la ville a une influence déterminante, et celle qui attribue celle-ci aux régions rurales.

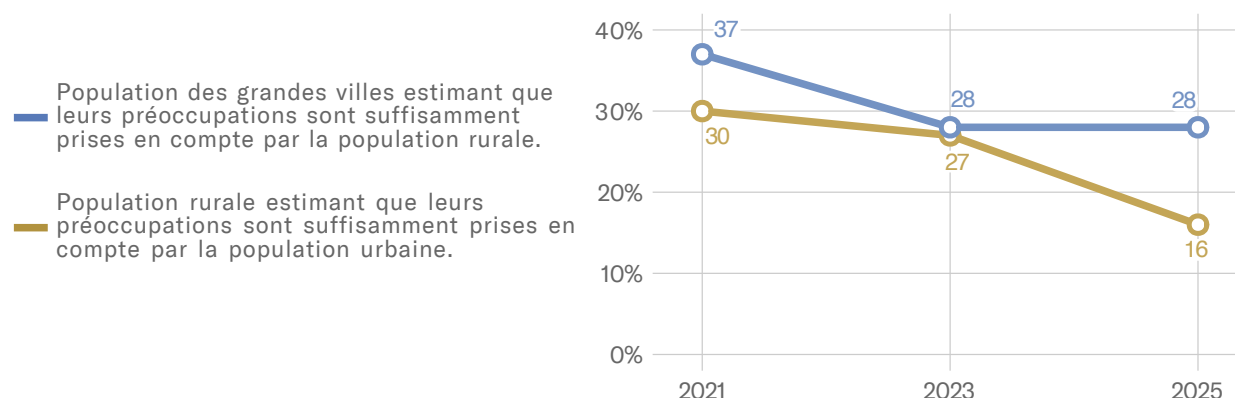


3.2 OÙ LES PRÉOCCUPATIONS TROUVENT-ELLES UN ÉCHO ?

Les tensions entre ville et campagne se reflètent aussi dans le fait que les deux parties se sentent souvent incomprises par l'autre, estimant que leurs préoccupations n'y trouvent pas suffisamment d'écho. Cette appréciation s'est même renforcée depuis le début de la série d'enquêtes. Alors que 37 % des personnes interrogées vivant dans une ville de grande taille indiquaient se sentir entendues en 2021 par les ruraux, ce chiffre tombe à 28 % en 2025. Au sein de la population rurale, actuellement, seules 16 % de personnes sondées, contre 30 % en 2021, considèrent que leurs préoccupations sont suffisamment prises en compte par les citadines et citadins. La méfiance mutuelle s'est donc accrue. Au sein des régions rurales en particulier, une très grande partie de la population juge que les villes prédominent, (ill. 11), tout en estimant qu'elles sont trop sourdes à ses préoccupations.

Compréhension des préoccupations par la population de la campagne et des villes (ill. 14)

« Dans quelle mesure les préoccupations [de votre type d'espace] sont-elles prises en compte ? » (auto-évaluation par type d'espace)

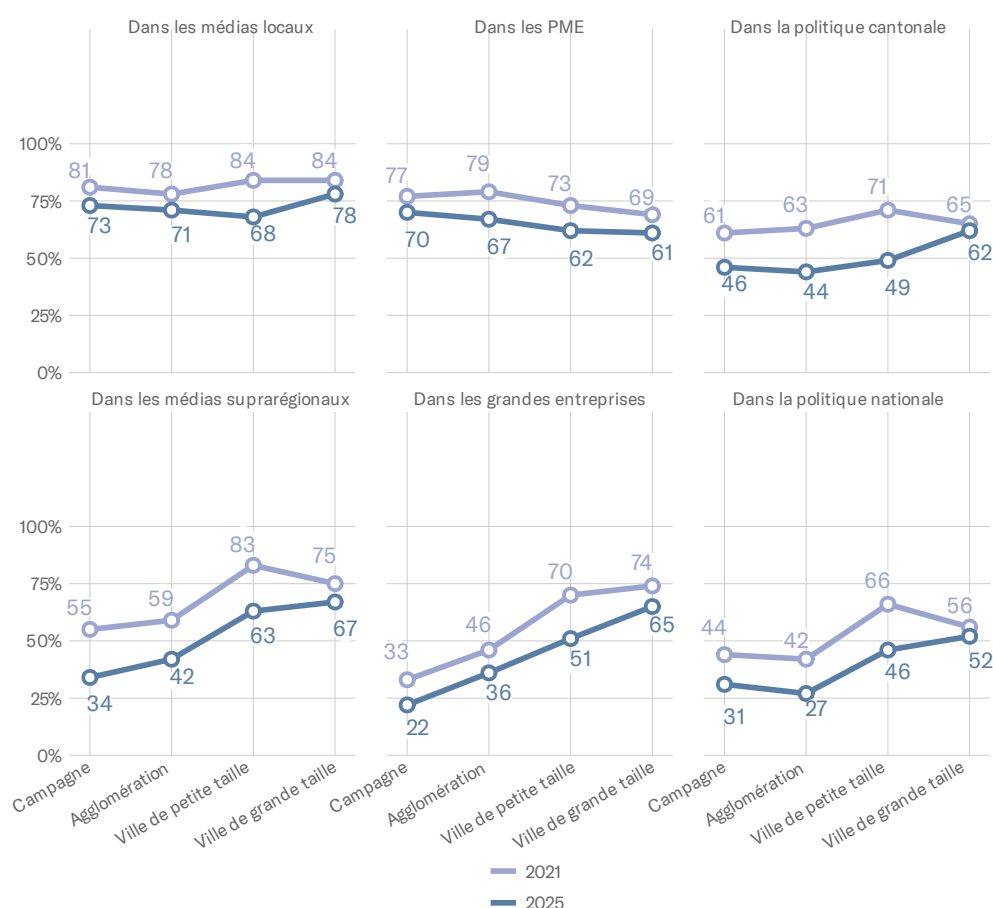


Dans presque tous les types d'espace, le sentiment dominant est que les préoccupations sont insuffisamment prises en compte, toutes institutions confondues. L'illustration 15 montre, pour les quatre types d'espace, dans quelle mesure la population se sent prise au sérieux par les différentes institutions. Les valeurs de 2025 sont inférieures à celles de 2021 presque partout. Seul l'avis de la population des villes de grande taille est resté stable dans une large mesure. Le sentiment d'être entendu par les responsables politiques cantonaux a particulièrement régressé. Si les valeurs restent supérieures à celles enregistrées pour la politique nationale, une proportion nettement inférieure de personnes sondées se sent proche des politiques cantonales. De même, un pourcentage très inférieur de personnes interrogées estime que les préoccupations locales sont prises en compte par les médias suprarégionaux. Cela s'explique probablement par le fait que ceux-ci démantèlent progressivement leurs rédactions locales. Qu'il s'agisse des médias, d'économie ou de politique : en dehors des villes de grande taille, on constate un fossé croissant entre la population locale et les grandes institutions. A noter une forte baisse dans les villes de petite taille et les agglomérations. Le sentiment exprimé de ne pas être entendu est une menace pour la cohésion sociale et le sens de l'intérêt général.

Le sentiment croissant de ne pas être entendu met en péril la cohésion.

Prise en compte des préoccupations de sa propre région (ill. 15)

« Dans quelle mesure les préoccupations [de votre type d'espace] sont-elles prises en compte en Suisse ? », proportion de la population d'un type d'espace estimant que ses préoccupations sont suffisamment entendues, auto-évaluation par type d'espace



Evolution des communes de résidence

La vie en Suisse est agréable. Une grande majorité de la population se dit satisfaite de la qualité de vie sur son lieu de résidence. Mais comment les habitantes et habitants perçoivent-ils l'évolution de la qualité de vie dans leur commune de résidence ? Quelle est l'influence de la croissance démographique, et l'appréciation diffère-t-elle entre la ville et la campagne ? L'étude révèle que c'est justement dans les communes à forte croissance démographique qu'une évolution positive de la qualité de vie est constatée. De plus, malgré l'urbanisation perçue, une proportion croissante de la population suisse s'identifie de plus en plus au pôle rural.

4.1 QUALITÉ DE VIE ET CROISSANCE

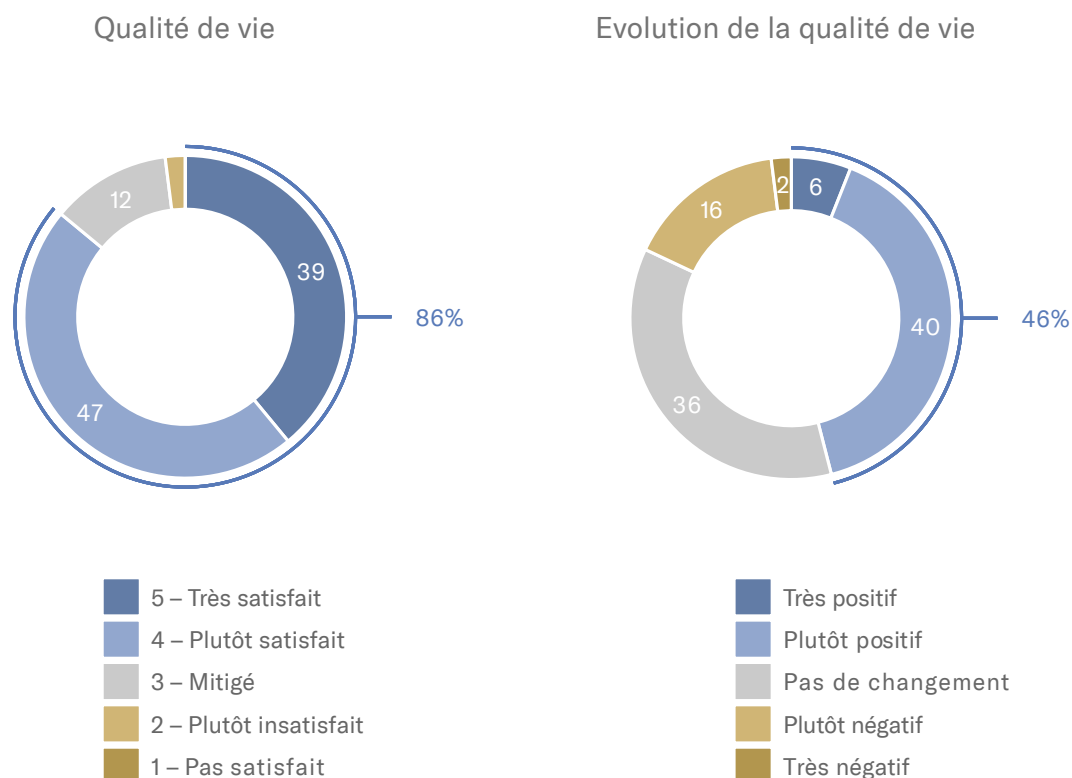
Une grande majorité (86 %) de la population suisse déclare ainsi être satisfaite de la qualité de vie qu'offre sa commune de résidence (ill. 16). L'appréciation de l'évolution est globalement positive. Près de la moitié des personnes interrogées (46 %) estiment ainsi que la qualité de vie s'est améliorée dans leur commune de

Baromètre ville-campagne 2025

résidence au cours des dix dernières années. Seuls 18 % d'entre elles ont le sentiment qu'elle s'est dégradée.

Satisfaction liée à la qualité de vie (ill. 16)

« Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de vie dans votre commune de résidence ? » ; « Comment la qualité de vie de votre commune de résidence a-t-elle évolué au cours des 10 dernières années ? »

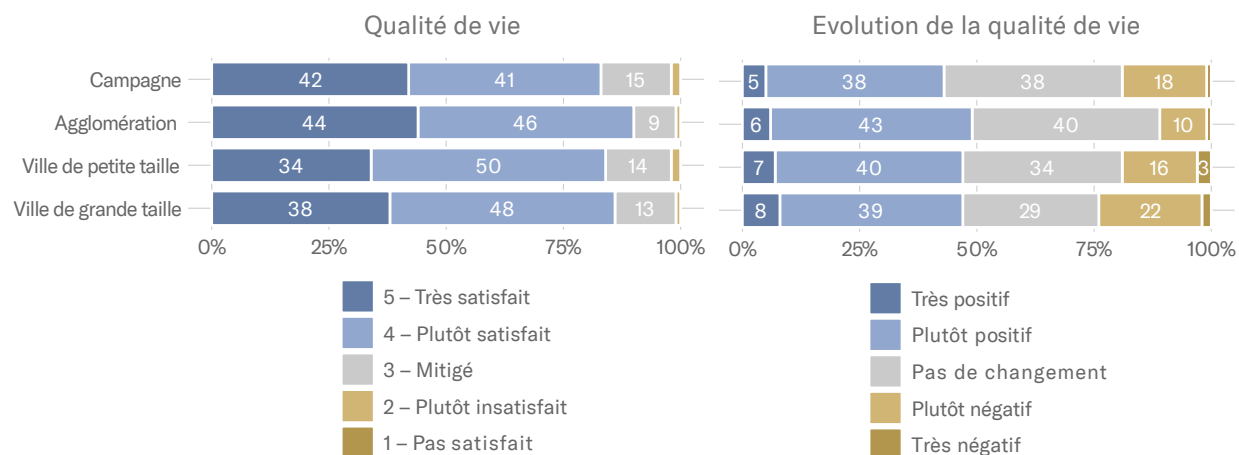


Dans tous les types d'espace, une grande majorité de personnes interrogées se disent satisfaites de la qualité de vie sur leur lieu de résidence (ill. 17), en priorité celles qui vivent dans des communes d'agglomération. L'appréciation de l'évolution révèle également peu de différences d'un type d'espace à l'autre. Là encore, c'est en agglomération que l'évolution des communes est jugée la plus positive. A la campagne, le pourcentage d'évaluations positives est légèrement inférieur.

Baromètre ville-campagne 2025

Satisfaction liée à la qualité de vie – par type d'espace (ill. 17)

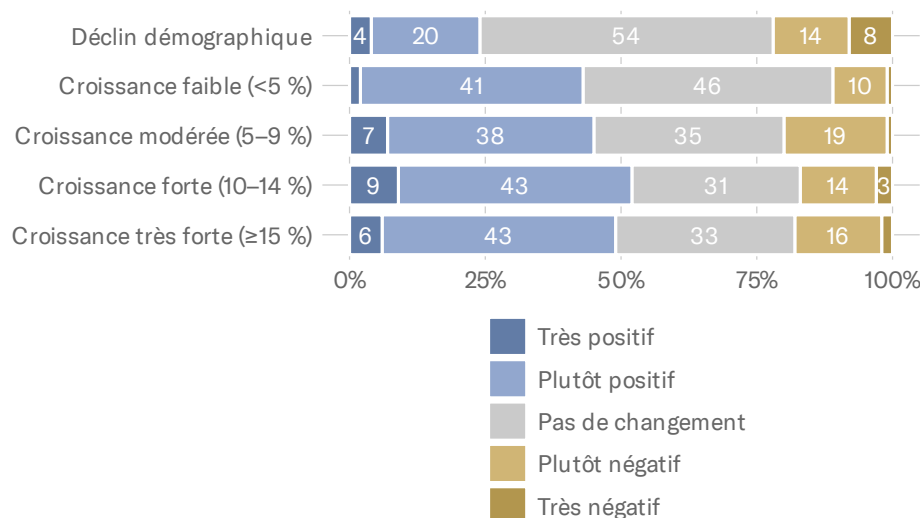
« Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la qualité de vie dans votre commune de résidence ? »



En matière de changement et de transformation, la Suisse se concentre actuellement souvent sur la croissance démographique induite par l'immigration. Ces dernières années, la Suisse a en effet enregistré une croissance moyenne annuelle de près de 1 %, soit l'équivalent d'une ville d'environ 90 000 habitants en plus chaque année. Comme l'indique le chapitre suivant, cette croissance est jugée critique par de nombreuses personnes sondées. Pour autant, ce sont précisément celles qui résident dans des communes caractérisées par une forte croissance démographique qui jugent particulièrement positive l'évolution de la qualité de vie dans celles-ci, comme le montre l'illustration 18.

Satisfaction liée à la qualité de vie – en fonction de la croissance démographique (ill. 18)

« Comment la qualité de vie de votre commune de résidence a-t-elle évolué au cours des 10 dernières années ? » – la croissance démographique effective des communes repose sur la statistique de la population et des ménages (2013–2023)



Dans les communes dont la croissance démographique est supérieure à la moyenne, l'évolution de la qualité de vie est jugée particulièrement positive.

L'évolution des communes de résidence est perçue comme particulièrement positive dans celles qui affichent une croissance de 10 % à 14 % ces dix dernières années, des chiffres supérieurs à la moyenne. Plus de la moitié (52 %) des personnes résidant dans des communes à forte croissance estiment que la qualité de vie s'est améliorée dans leur lieu de résidence sur cette période.

Dans les communes de résidence dont la croissance est moindre, la proportion de personnes percevant une évolution positive de la qualité de vie est également plus faible. La valeur la plus basse concerne les communes dont la population a fortement chuté ces dix dernières années. Seulement 24 % des personnes interrogées y voient une amélioration de la qualité de vie.

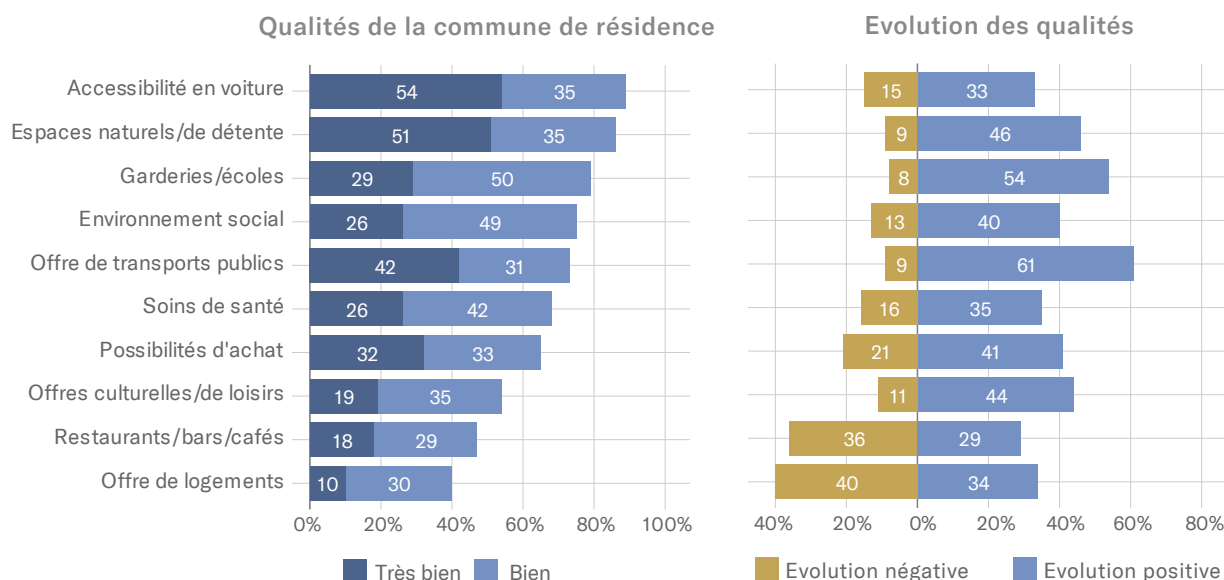
4.2 DIMENSIONS DE LA QUALITÉ DE VIE

Les Suisses sont satisfaits de la qualité de vie sur leur lieu de résidence et perçoivent une évolution plutôt positive que négative en la matière. Quels sont les facteurs qui y contribuent ? L'illustration 19 montre comment les Suisses évaluent les différentes dimensions de qualité de leur commune de résidence. Les personnes interrogées sont particulièrement satisfaites de l'accessibilité en voiture ainsi que des espaces naturels et de détente de leur commune. Elles sont plus de 80 % à avoir une opinion positive sur ces deux aspects, plus de la moitié les jugeant même très positifs. L'offre scolaire et en matière de garde d'enfants, l'environnement social autour de la commune ainsi que l'offre de transports publics sont également jugés satisfaisants par plus de 70 % des personnes sondées. Les deux tiers d'entre elles sont par ailleurs satisfaites de l'offre de proximité en matière de santé et de commerces. Les principales lacunes perçues concernent l'offre culturelle et les possibilités de loisirs, les restaurants et les bars et, surtout, l'offre de logements.

Baromètre ville-campagne 2025

Evaluation des qualités de la commune de résidence (ill. 19)

« Comment évalueriez-vous votre commune de résidence selon les critères suivants ? » ; « Comment votre commune de résidence a-t-elle évolué dans les domaines suivants au cours des 10 dernières années ? »



Tout comme l'évolution dans les communes, jugée positive dans l'ensemble, celle des différentes dimensions qualitatives est également appréciée. L'évolution de l'offre de transports publics est clairement considérée comme la plus positive, 61 % de personnes estimant que celle-ci s'est améliorée dans leur commune ces dix dernières années, contre seulement 9 % d'avis défavorables sur ce point. Une majorité de personnes observent aussi une amélioration de l'offre scolaire et en matière de garde d'enfants. Malgré la croissance démographique, l'évolution des espaces naturels et de détente est perçue comme positive. Dans ce domaine, les mesures telles que les investissements dans le réseau routier ou la renaturation portent visiblement leurs fruits. Seuls deux aspects recueillent des avis plus négatifs que positifs chez une majorité de personnes interrogées. On relève ici des différences importantes entre la ville et la campagne.

L'illustration 20 montre l'évaluation des différentes dimensions de qualité dans les quatre types d'espace. Pour chacun de ceux-ci, le graphique présente la proportion de personnes interrogées considérant la qualité correspondante comme bonne. La ligne de comparaison grise indique les valeurs pour l'ensemble de la

Suisse. Il est frappant de constater que, dans les zones rurales, seules trois qualités sont jugées moyennes à légèrement supérieures à la moyenne, sept se classant clairement en dessous de la moyenne. La moitié des qualités recueille des appréciations positives de moins de 50 % des personnes interrogées. Les régions rurales atteignent des valeurs très élevées dans les domaines de l'accessibilité en voiture et des espaces naturels et de détente, qui ne font légèrement mieux encore qu'en agglomération.

Dans les grandes villes, sept dimensions de qualité sur dix sont jugées supérieures à la moyenne. Elles concernent notamment les transports publics, les soins de santé, l'offre scolaire/de garde d'enfants, les possibilités d'achat, la culture/les loisirs et la restauration. Dans les grandes villes, l'environnement social est également jugé bon dans une proportion supérieure à la moyenne (84 % de personnes interrogées), ce qui est plutôt étonnant. Cela contredit l'image d'isolement et de tensions sociales associée aux grandes villes. Dans l'ensemble, toutes les qualités obtiennent des avis favorables de trois quarts ou plus des personnes interrogées. Une seule qualité se démarque négativement et n'est considérée comme bonne que par 27 % des personnes interrogées : l'offre de logements, clairement jugée inférieure à la moyenne et sensiblement moins bien notée que dans les petites villes et en agglomération.

Baromètre ville-campagne 2025

Qualités de la commune de résidence – par type d'espace (ill. 20)

« Comment évalueriez-vous votre commune de résidence selon les critères suivants ? » Seules les réponses « très bien » et « bien » sont ici représentées



En région rurale, l'évaluation moyenne des différentes dimensions de la qualité est certes plus basse que pour d'autres types d'espace. Néanmoins, comme nous l'avons vu précédemment, la qualité de vie générale y est tout aussi appréciée que dans d'autres types d'espace (ill. 17). Nous verrons dans ce qui suit que, pour beaucoup, la campagne est le lieu de vie idéal privilégié, pour des raisons qui ne relèvent probablement pas uniquement de qualités objectivables. Le choix du lieu de vie s'effectue aussi en fonction de préférences individuelles. Il peut s'agir de l'accessibilité avec les transports publics pour les uns, en voiture pour

les autres. Cette dernière est généralement meilleure en dehors des zones urbaines que dans les villes-centres.

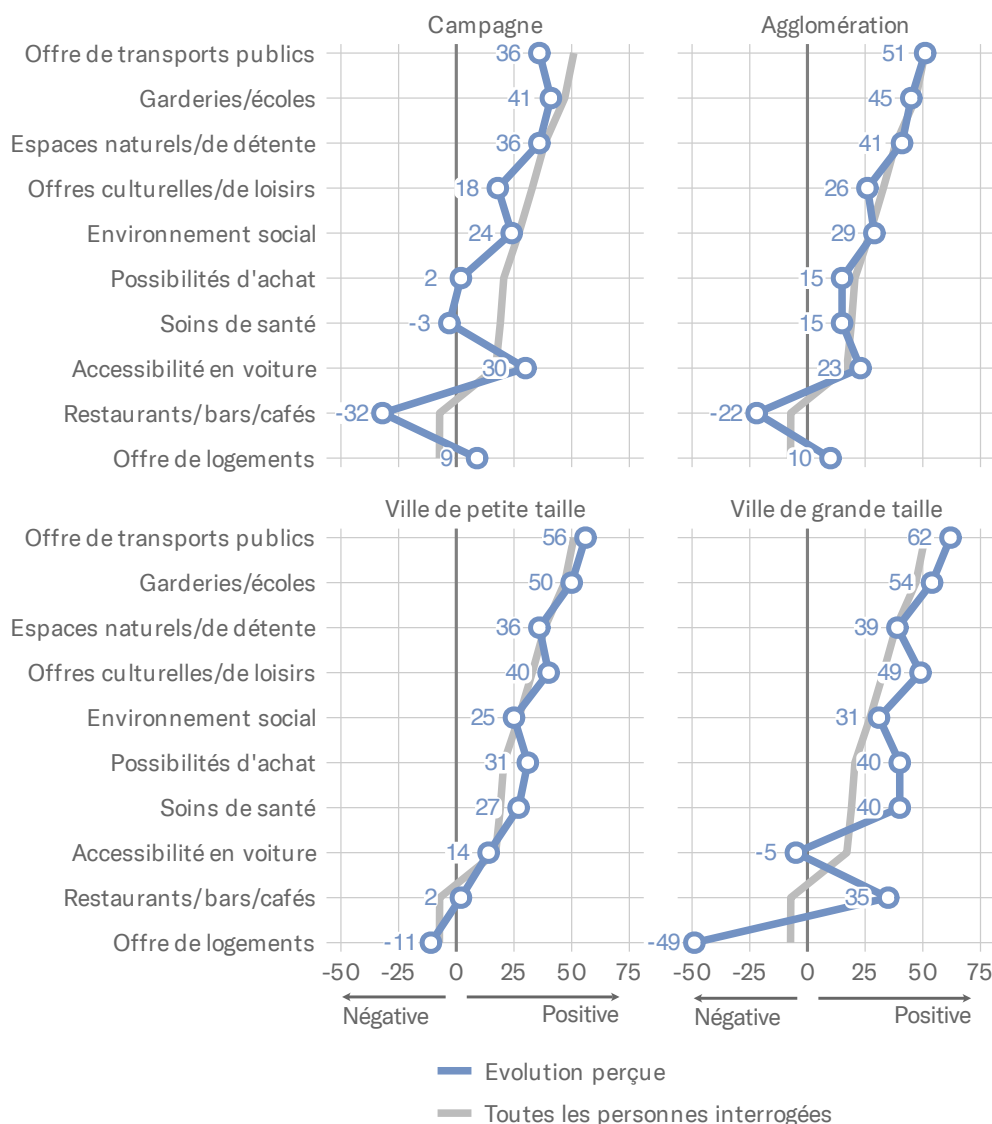
L'évolution de l'offre de logements dans les villes-centres est jugée particulièrement négative.

En ce qui concerne l'évolution des communes de résidence au cours des dix dernières années, le bilan est également positif dans les quatre types d'espace pour la plupart des dimensions qualitatives (ill. 21). Seules l'évolution de l'offre de logements dans les grandes villes et celle de l'offre de restauration en dehors des zones urbaines sont clairement perçues comme négatives. Dans les villes de grande taille, plus des deux tiers (68 %) des personnes interrogées estiment que l'offre de logements s'est dégradée ces dix dernières années, seuls 19 % d'entre elles constatant une amélioration. Le bilan présenté à l'illustration 21 indique ainsi 49 % de dégradation perçue. Dans les petites villes, l'offre de logements est également considérée comme moins bonne, mais dans une moindre mesure. Dans les grandes villes notamment, la forte demande de logements entraîne un phénomène d'éviction, car l'offre ne suit pas. Parallèlement, elle contribue à ce que la qualité perçue de l'offre augmente de manière supérieure à la moyenne dans la plupart des domaines, tout comme son appréciation. Il n'en va pas de même à la campagne, où il n'y a pas de demande excédentaire. Le recul de l'offre de restauration y résulte plutôt d'une faible demande et d'un manque de main-d'œuvre. Ce déclin et la disparition progressive des bistrots dans les villages contribuent à ce que ces derniers soient de moins en moins animés.

Baromètre ville-campagne 2025

Evolution des qualités de la commune de résidence – par type d'espace (ill. 21)

« Comment votre commune de résidence a-t-elle évolué dans les domaines suivants au cours des 10 dernières années ? » – La ligne bleue « Evolution perçue » montre, pour chaque type d'espace, l'écart entre les appréciations positives (« Plutôt positif », « Très positif ») et négatives (« Plutôt négatif », « Très négatif ») des personnes interrogées. La ligne grise représentant l'ensemble des personnes interrogées révèle le même écart à l'échelle de la Suisse.



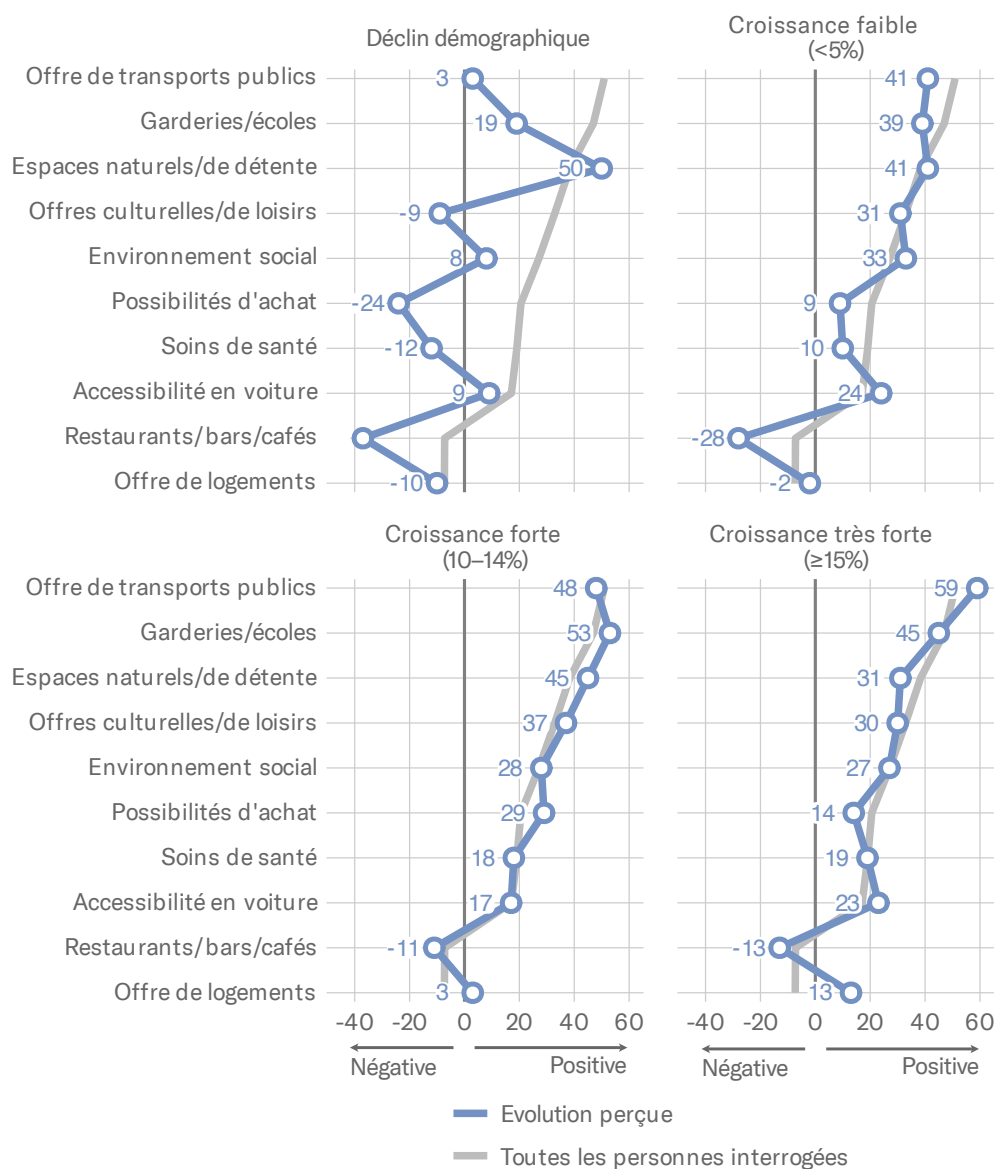
Comme le montre l'illustration 18, les personnes qui résident dans des communes à forte croissance démographique (c'est-à-dire dont la population a augmenté de 10 % à 14 % ces dix dernières années) ont tendance à évaluer de manière plus positive l'évolution de la qualité de vie dans celles-ci. Il en va de même pour les différentes dimensions de la qualité (ill. 22). A contrario, l'appréciation de celles-ci dans les communes dont la population a reculé ces dernières années est de loin la moins po-

sitive. Tous les aspects liés aux commerces de proximité sont ici en baisse. De même, l'évolution de l'environnement social y est aussi moins bien perçue que dans l'ensemble de la Suisse. Seul le développement des espaces naturels et de détente recueille des avis plus positifs. Le graphique montre que le coût du déclin est manifestement supérieur à celui de la croissance. On le voit aussi au niveau de l'offre de logements : dans les communes affichant une croissance rapide, l'évolution de l'offre de logements est jugée plus positive que dans celles où elle est inférieure à la moyenne ou qui connaissent un recul démographique.

Baromètre ville-campagne 2025

Evolution des qualités de la commune de résidence – en fonction de la croissance démographique (ill. 22)

« Comment votre commune de résidence a-t-elle évolué dans les domaines suivants au cours des 10 dernières années ? »
 – La ligne bleue « Evolution perçue » montre, pour chaque type de commune, l'écart entre les appréciations positives (« Plutôt positif », « Très positif ») et négatives (« Plutôt négatif », « Très négatif ») des personnes interrogées. La ligne grise représentant l'ensemble des personnes interrogées révèle le même écart à l'échelle de la Suisse. La croissance effective des communes repose sur la statistique de la population et des ménages (2013–2023).



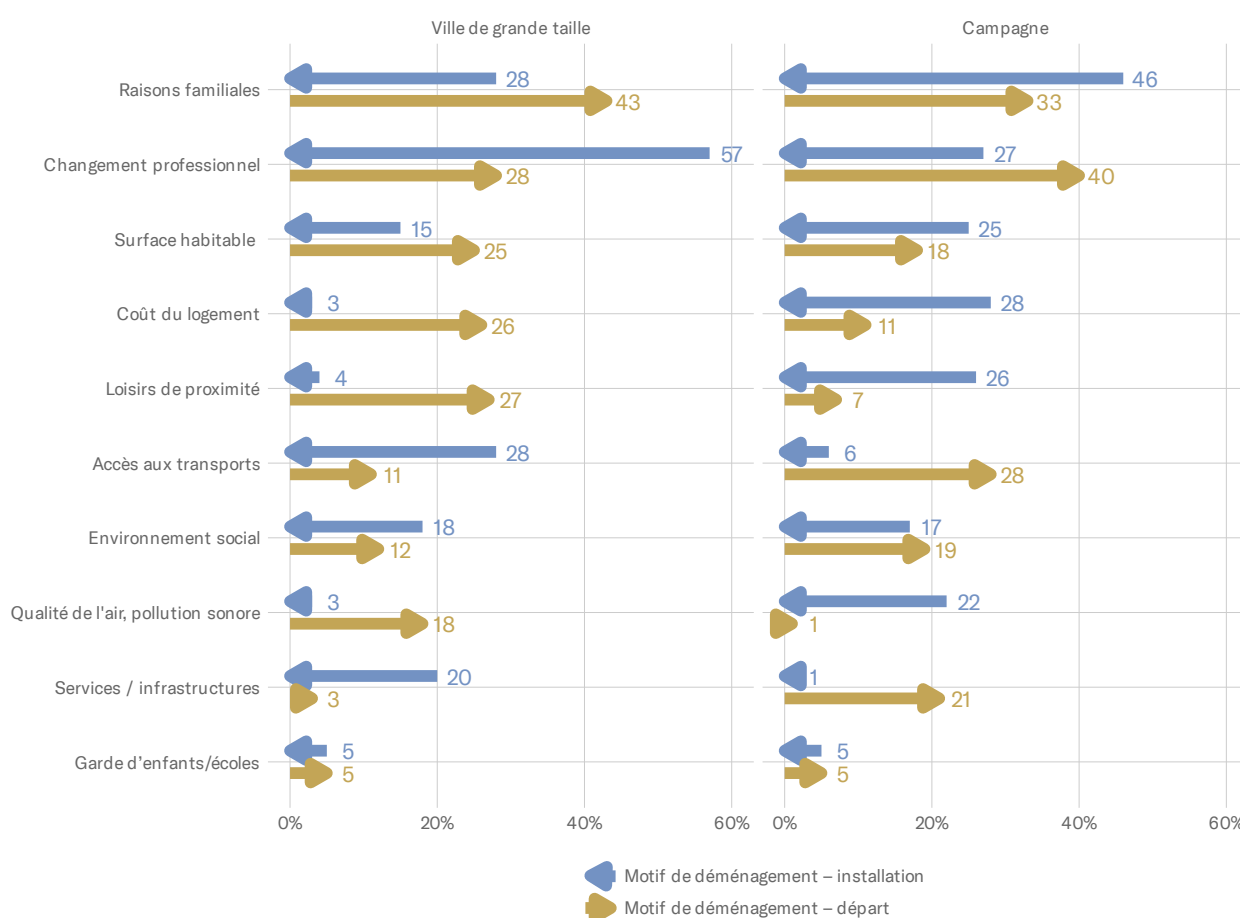
Les villes de grande taille, les villes de petite taille, les agglomérations et les régions rurales présentent différentes forces et faiblesses. Les raisons qui président au choix du lieu de vie ou qui motivent un déménagement varient en conséquence. L'illustration 23 indique les motifs de déménagement d'un type d'espace à un autre pour toutes les personnes interrogées concernées. Les

Baromètre ville-campagne 2025

changements professionnels sont la principale raison qui pousse à s'installer dans une plus grande ville. 57 % des personnes qui sont dans ce cas la citent. Une bonne desserte par les transports, les prestations offertes et l'environnement social pèsent également dans la balance. A l'inverse, les raisons familiales, le coût élevé du logement et le manque d'espaces de détente à proximité arrivent en tête des motifs de départ des grandes villes.

Motifs de déménagement – ville de grande taille et région rurale (ill. 23)

« Pour quelle(s) raison(s) avez-vous décidé de déménager ? »



La situation est différente dans les régions rurales : près de la moitié des personnes interrogées emménagent à la campagne pour des raisons familiales, notamment pour avoir plus d'espace, pour l'environnement plus calme ou pour se rapprocher des parents et beaux-parents. Le coût plus abordable du logement, les possibilités de loisirs et de détente à proximité ainsi qu'une

meilleure qualité de l'air sont également des facteurs importants. Si certaines personnes choisissent d'habiter en région rurale pour des raisons professionnelles, celles-ci constituent beaucoup plus souvent un déclencheur de départ, les villes offrant de meilleures perspectives d'emploi : 40 % des personnes ayant quitté la campagne ont fait ce choix (notamment) pour des raisons professionnelles.

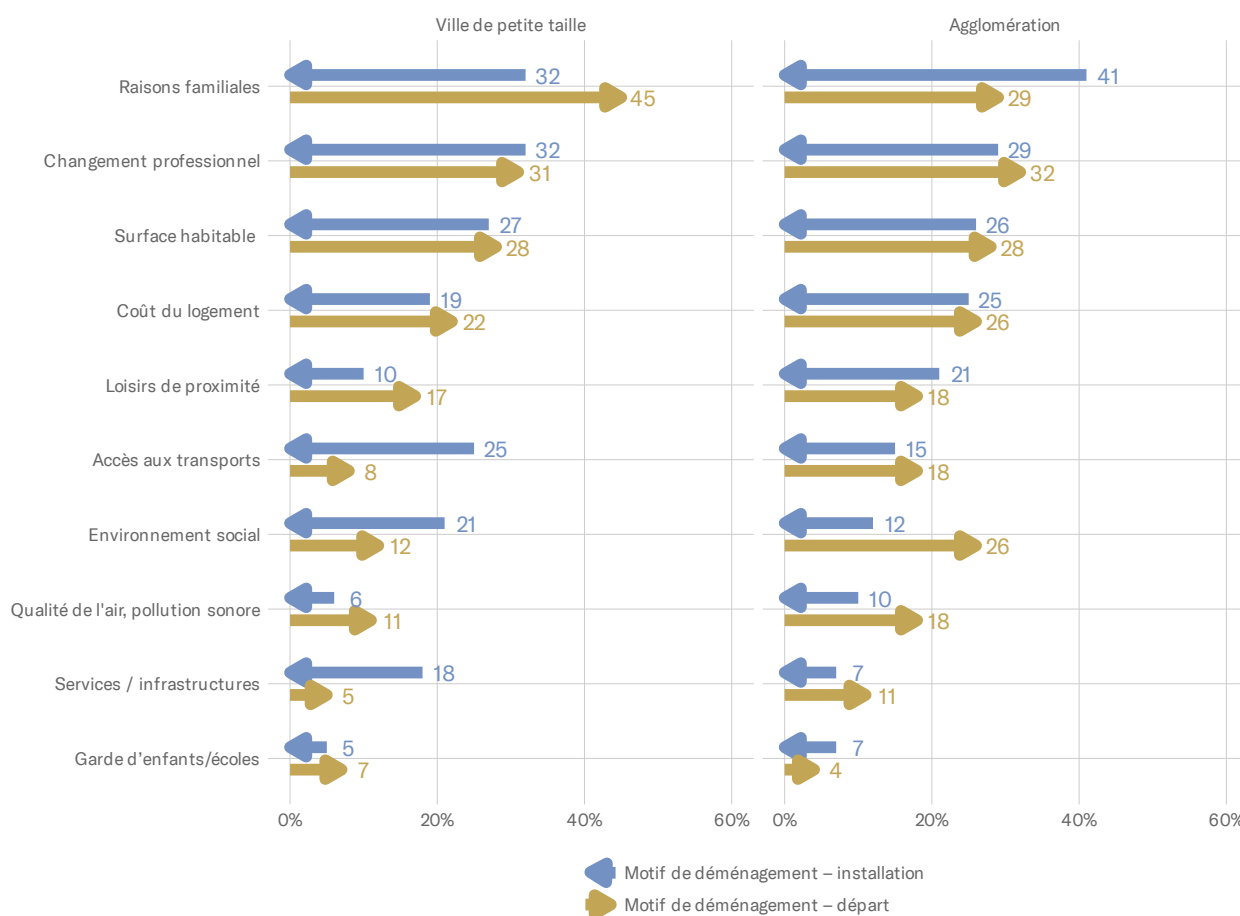
Si les principales motivations d'une installation ou d'un départ d'une grande ville et de la campagne sont relativement claires, elles sont moins évidentes en ce qui concerne les villes de petite taille et les agglomérations (ill. 24). Dans ces zones d'urbanisation moyenne, le logement, les coûts associés et les changements professionnels jouent un rôle dans les deux sens, constituant tantôt une incitation à s'y installer, tantôt un motif de départ. En revanche, les raisons familiales sont plus souvent déterminantes dans le choix d'un emménagement en agglomération et du départ d'une petite ville. En agglomération, l'environnement social est souvent cité comme motif de déménagement. Cela suggère que l'anonymat est un sujet plus sensible dans ces régions, qui comptent beaucoup d'usagers du trafic pendulaire, qu'en ville et à la campagne.

**L'environnement social est
un motif de départ des
agglomérations.**

Baromètre ville-campagne 2025

Motifs de déménagement – ville de petite taille et agglomération (ill. 24)

« Pour quelle(s) raison(s) avez-vous décidé de déménager ? »



4.3 URBANISATION ET IDENTITÉ RURALE

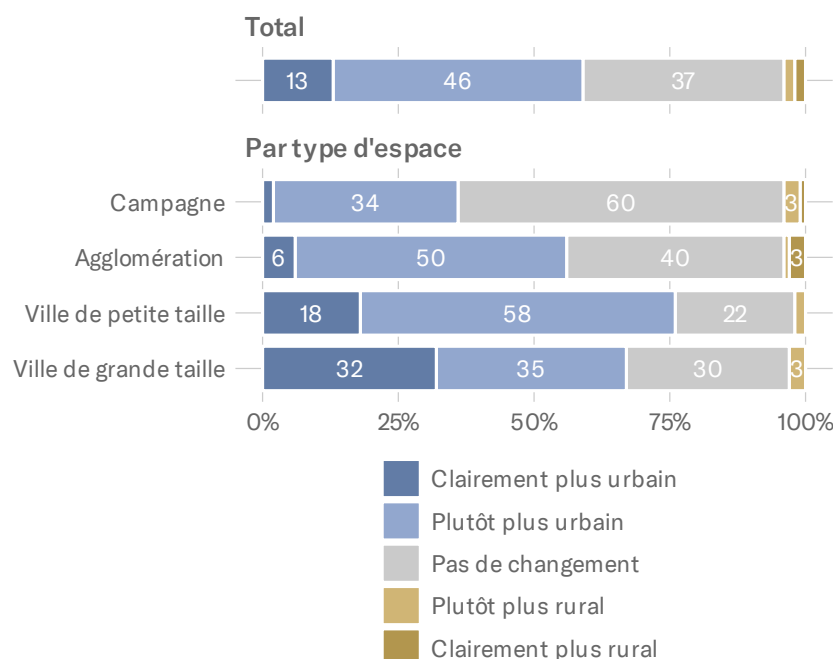
La croissance démographique et le développement du logement dynamiques en Suisse se traduisent par le fait qu'une nette majorité de la population (59 %) observe une urbanisation de sa commune de résidence (ill. 25). Seule une minorité (3 %) estime que sa commune s'est ruralisée. Fait intéressant, les personnes qui font le constat d'une urbanisation croissante vivent déjà dans des zones urbanisées. Selon les personnes interrogées, il y a encore un potentiel d'urbanisation dans les villes. Dans les communes d'agglomération aussi, plus de la moitié des personnes sondées observent ainsi une urbanisation de leur commune de résidence.

Baromètre ville-campagne 2025

En région rurale, en revanche, seul un bon tiers fait le même constat.

Evolution de la commune de résidence (ill. 25)

« Au cours des 10 dernières années, votre commune de résidence est-elle devenue plus rurale ou plus urbaine ? »

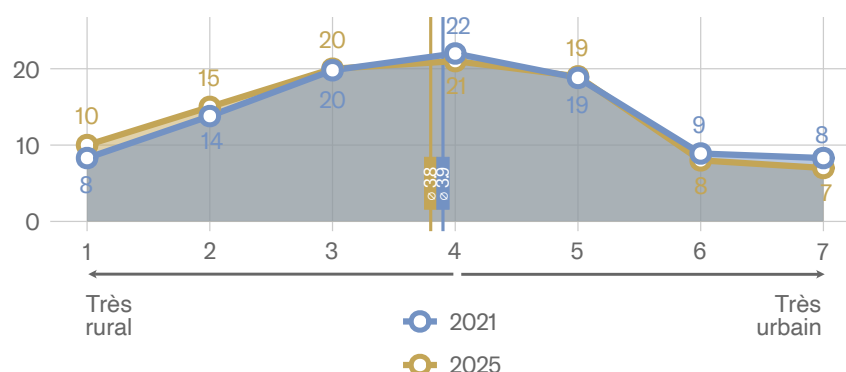


La majorité des personnes interrogées estiment que leur commune de résidence s'est urbanisée au cours des dix dernières années. Toutefois, lorsqu'il s'agit de positionner sa propre commune de résidence sur un spectre allant de « très rural » à « très urbain », on ne constate pas de transfert en direction du pôle urbain. Environ 60 % des personnes sondées situent leur commune dans la zone médiane entre les deux pôles. Le lieu de résidence est majoritairement considéré comme à la fois urbain et rural. Comme le montre l'illustration 26, entre 2021 et 2025, la moyenne tend légèrement vers le pôle rural, un changement paradoxal au vu de l'urbanisation parallèlement perçue. Cependant, dans la mesure où l'urbanisation progresse aussi dans les régions déjà urbaines, l'écart entre les communes rurales et urbaines ne se resserre pas. En fait, c'est la perception du « très rural » ou du « très urbain » qui devrait évoluer.

Baromètre ville-campagne 2025

Degré d'urbanisation de la commune de résidence (ill. 26)

« Lorsque vous pensez au spectre partant du très rural (village agricole) à très urbain (grande ville) : comment classeriez-vous votre commune de résidence ? »

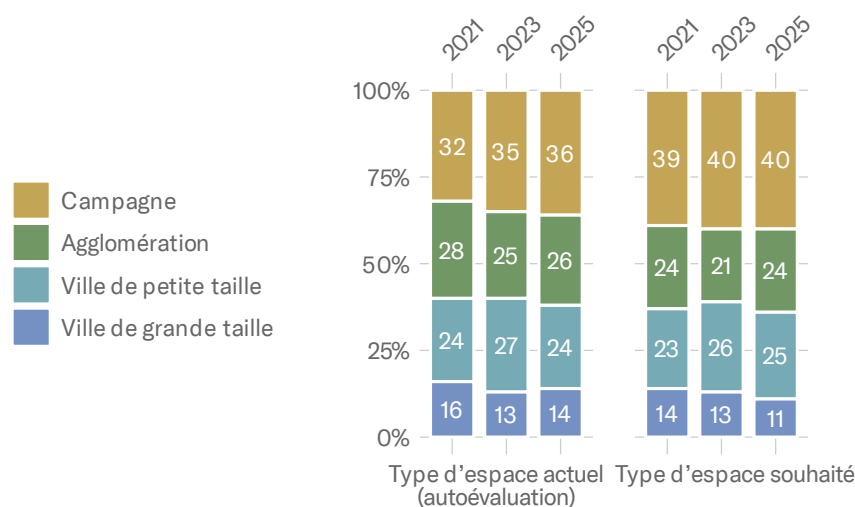


L'illustration 27 indique également une perception contraire à l'urbanisation. La proportion de Suisses classant leur propre commune dans le type d'espace « Région rurale/campagne » a augmenté au fil des ans. En 2021, 32 % de personnes interrogées déclaraient ainsi vivre à la campagne, contre 36 % en 2025. Cela pourrait s'expliquer par l'antagonisme ville-campagne croissant. Comme nous l'avons évoqué, de plus en plus de Suisses se positionnent du côté du pôle rural dans cet antagonisme (ill. 10). Il semblerait que cette perception soit aussi liée à une question d'identification, de valeurs et de « way of life ». Le mode de vie dans les villes de grande taille est en effet sensiblement différent de celui qui caractérise les petites villes ou les agglomérations. Cela va de pair avec le fait que le nombre de personnes qui s'identifient subjectivement au type d'espace « Région rurale/campagne » est nettement supérieur à ce que suggère la classification purement géographique. Ainsi, selon la définition de l'Office fédéral de la statistique, moins d'un quart de la population vit en zone rurale.

Baromètre ville-campagne 2025

Lieu de résidence : préférence (ill. 27)

« Quel type d'espace correspond à votre commune ? » ; « Dans quel type de commune préféreriez-vous vivre ? »



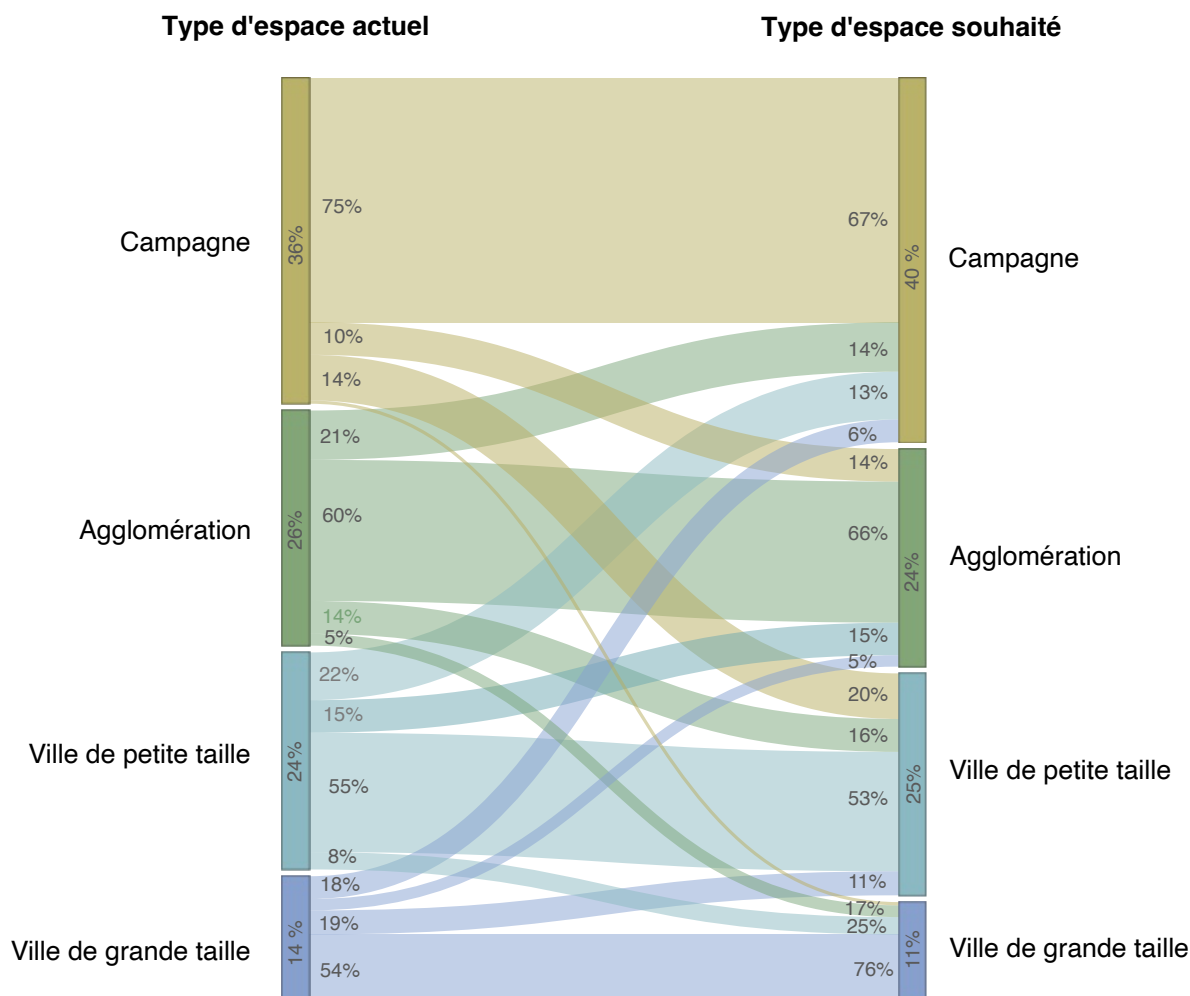
L'illustration 27 indique le type d'espace associé à leur lieu de résidence actuel par les personnes sondées, ainsi que le lieu de vie idéal pour elles. Quatre personnes interrogées sur dix préféreraient vivre à la campagne. Les agglomérations et les villes de petite taille recueillent chacune un quart des préférences. Les grandes villes sont clairement les moins souvent citées comme lieu de vie de prédilection. Il est intéressant de constater que, depuis 2021, la proportion d'adeptes des grandes villes a nettement diminué, passant de 14 % à 11 %.

En matière de lieu de vie idéal, de plus en plus de personnes expriment le souhait de se rapprocher de la campagne, comme l'illustre la figure 28. Elle indique le type d'espace correspondant au lieu de résidence actuel des personnes interrogées (selon leur propre appréciation) ainsi que leur type d'espace souhaité. Les trois quarts des personnes résidant actuellement à la campagne considèrent celle-ci comme leur lieu de vie idéal. Seules 54 % de personnes vivant dans des grandes villes sont du même avis.

Baromètre ville-campagne 2025

Lieu de résidence : situation actuelle et préférence (ill. 28)

« Quel type d'espace correspond à votre commune ? » ; « Dans quel type de commune préféreriez-vous vivre ? »



Les résultats permettent de conclure que la population suisse se languit globalement de la campagne et fait preuve d'un certain scepticisme à l'égard des grandes villes. Ce constat est en contradiction avec la forte demande d'appartements bénéficiant d'une situation centrale. Comment résoudre cette contradiction ? Le contraste entre l'idéal rural et la pression de la demande dans les villes-centres s'explique en partie par le fait que ces dernières attirent aussi une population étrangère qui choisit de s'installer en Suisse. Or, celle-ci n'est pas prise en compte dans l'étude dans la mesure où elle ne réside pas encore en Suisse au moment où elle prend la décision de déménager. La deuxième explication réside dans le décalage entre le lieu de vie idéal et la réalité vécue.

Si de nombreuses personnes considèrent la campagne comme le lieu de vie idéal, d'autres types d'espace, notamment les grandes villes moins prisées sur le papier, convainquent par d'autres caractéristiques concrètes. Ils répondent en effet aux besoins du quotidien en termes d'accessibilité, d'offre scolaire et en matière de garde d'enfants, ou encore de commerces de proximité.

Perception de la croissance démographique

Une minorité de Suisses estiment que la qualité de vie a chuté dans leur commune de résidence. Ils sont nettement plus nombreux à observer une évolution positive de celle-ci. Mais qu'en est-il de la croissance démographique, qui en est le moteur ? Quels sont les défis et les opportunités qu'elle présente selon les personnes sondées ? Ce chapitre montre qu'elle suscite un certain scepticisme chez près de la moitié de la population actuelle des communes – de nombreuses personnes y voient cependant une évolution positive. A noter que la perception au niveau local est différente du ressenti à l'échelle du pays. Une grande majorité de personnes sondées considèrent ainsi que la croissance démographique forte actuelle est globalement négative pour la Suisse.

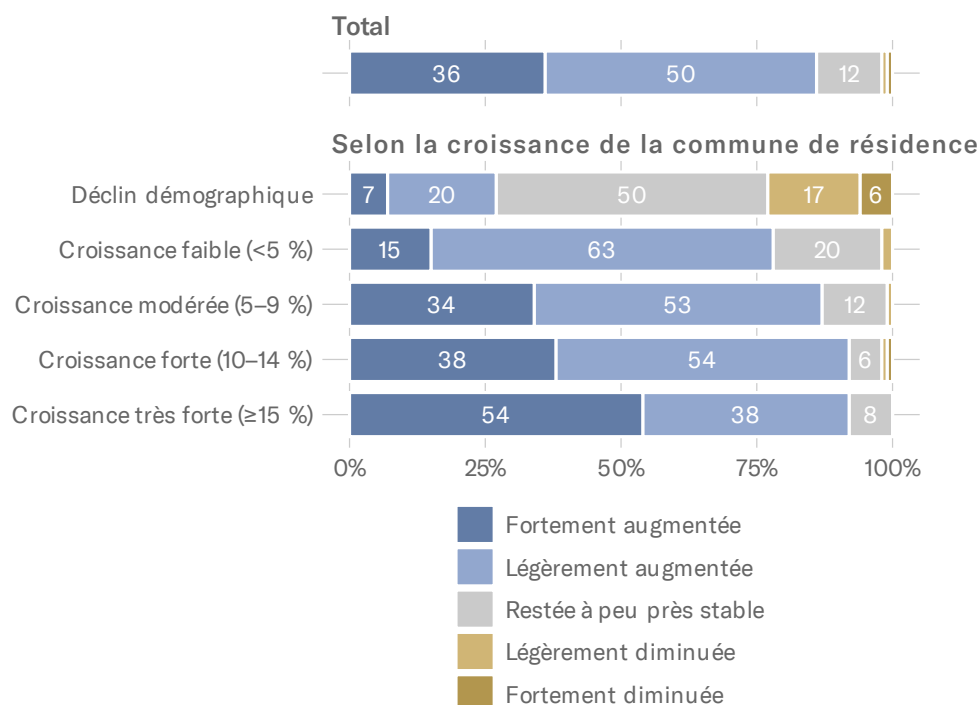
5.1 CROISSANCE DE NOS COMMUNES DE RÉSIDENTE

La population suisse a augmenté de près de 10 % ces dix dernières années. De nombreuses communes ont connu une croissance encore plus dynamique. D'autres ont enregistré une stagnation ou un recul de leur population. Quel regard portent les Suisses sur l'ampleur de la croissance démographique dans leur commune ? 36 % d'entre eux estiment qu'elle a été très importante dans leur commune. 49 % jugent que la croissance démographique a été légère. Une minorité de personnes déclarent ne pas avoir constaté de croissance démographique dans leur commune, voire avoir observé un déclin du nombre d'habitantes et d'habitants. L'illustration 29 indique le ressenti subjectif de la croissance démographique ventilé avec les chiffres réels enregistrés pour les communes. Il apparaît clairement qu'il existe un lien entre la croissance perçue et la croissance réelle. Le schéma révèle également que des facteurs subjectifs entrent en ligne de compte. Plus d'un tiers des personnes interrogées vivant dans une commune affichant une croissance de 5 % à 9 % indiquent que la population de celle-ci a « fortement évolué ». Elles sont 38 % à estimer qu'elle n'a que légèrement augmenté, alors que la croissance réelle des dix dernières années est supérieure à 15 %.

Baromètre ville-campagne 2025

Evolution de la population : estimation versus croissance effective (ill. 29)

« Selon vous, comment la population de votre commune de résidence a-t-elle évolué au cours des 10 dernières années ? »
– la croissance démographique effective des communes repose sur la statistique de la population et des ménages (2013–2023)

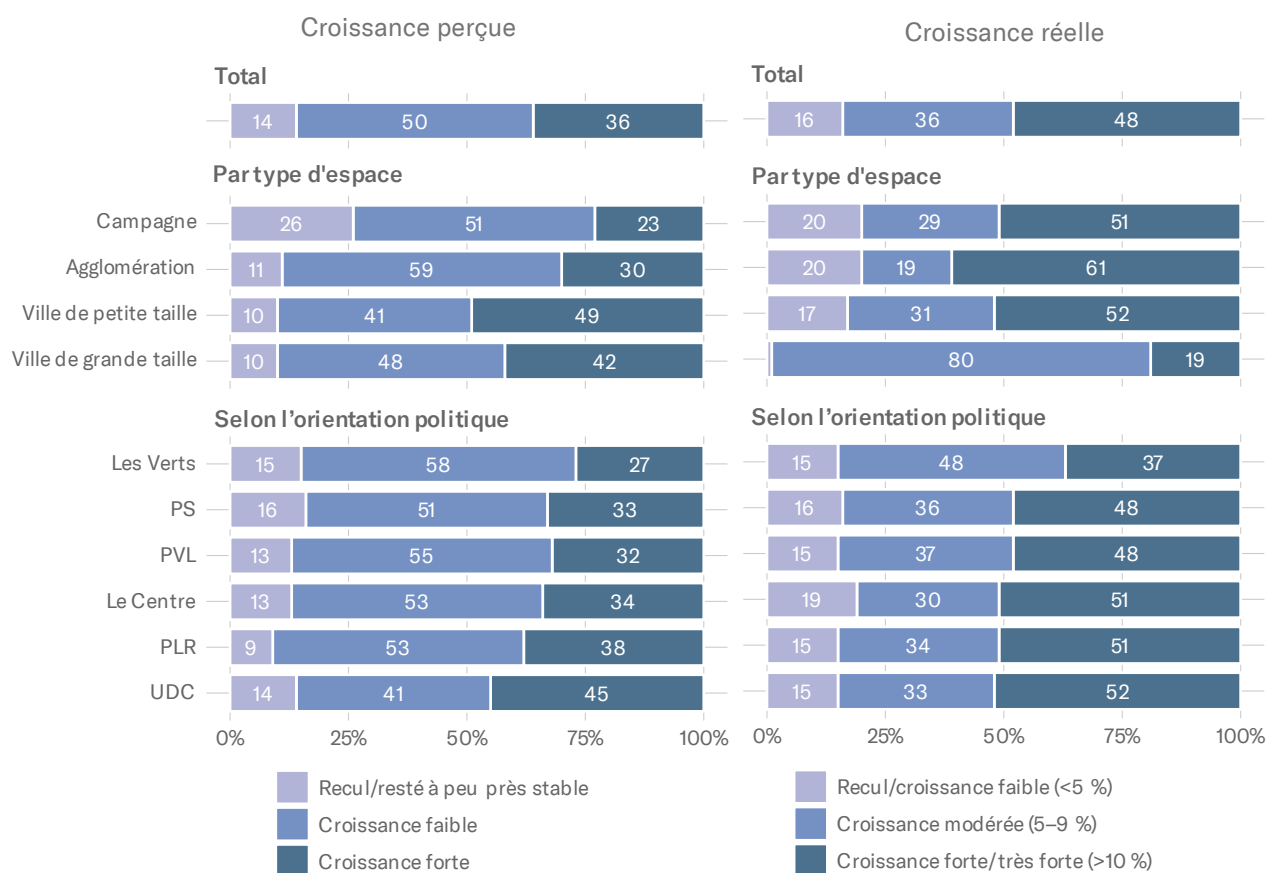


L'influence des facteurs subjectifs est également reflétée dans l'illustration 30. On constate que les citadines et les citadins ont le sentiment que la croissance démographique est forte sur leur lieu de résidence (graphique de gauche). Or, en réalité, les chiffres les plus élevés ne concernent pas les villes, mais les communes d'agglomération (graphique de droite). Manifestement, la croissance est davantage ressentie dans les zones urbaines, où de nombreuses personnes vivent dans de petits logements et fréquentent souvent les lieux publics. Par ailleurs, la situation sur le marché immobilier est particulièrement tendue dans les centres urbains, ce qui renforce probablement le sentiment d'une croissance forte.

Baromètre ville-campagne 2025

Evolution de la population – en fonction du type d'espace et de la sensibilité politique (ill. 30)

« Selon vous, comment la population de votre commune de résidence a-t-elle évolué au cours des 10 dernières années ? »
 – la croissance démographique effective des communes repose sur la statistique de la population et des ménages (2013–2023).



Le ressenti des personnes interrogées est également lié à leur sensibilité politique. Pour les proches des Verts, la croissance démographique est ainsi très rarement perçue comme forte, a contrario du sentiment récurrent chez les partisans et les partisans de l'UDC. Cela correspond à la tendance réelle de l'évolution dans leurs communes de résidence respectives. Les écarts ressentis entre le camp de gauche et celui de droite sont cependant plus marqués que les différences réelles observées dans les communes. On peut en tirer les conclusions suivantes : les plus sceptiques à l'égard de l'immigration ont également tendance à constater une forte croissance démographique.

Les proches de l'UDC observent une plus forte croissance démographique.

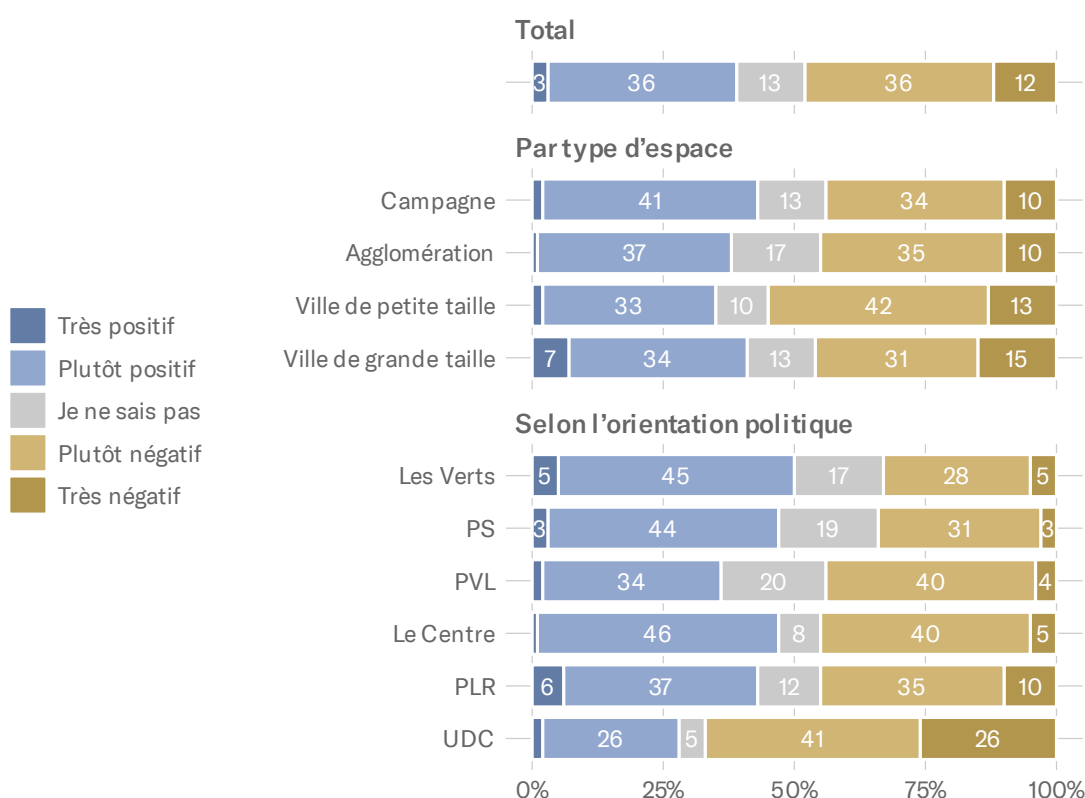
Comme nous l'avons vu au chapitre 4 sur le thème de la croissance et de la qualité de vie, près de la moitié des personnes sondées estiment que la qualité de vie s'est améliorée dans leur commune de résidence au cours des dix dernières années. A peine un cinquième d'entre elles jugent qu'elle s'est dégradée. Ce sont précisément les résidentes et résidents de communes affichant une croissance démographique supérieure à la moyenne sur les dix dernières années (10 % à 14 %) qui y voient une évolution positive. Les retours sont moins positifs s'agissant des effets de cette croissance démographique sur les communes de résidence. Ainsi, 48 % de personnes interrogées estiment que la croissance démographique des dernières années a eu un impact négatif sur leur commune. Elles ne sont que 39 % à penser le contraire (ill. 31).

Le terme « croissance démographique » est ainsi plutôt associé à des aspects négatifs. Cela vaut pour tous les types d'espace. Il est frappant de constater que c'est précisément à la campagne que la proportion de personnes ayant une opinion positive de la croissance démographique dans leur commune de résidence est la plus élevée. Parallèlement, comme on le verra plus loin, c'est aussi à la campagne que la croissance démographique à l'échelle du pays est jugée la plus sévèrement.

En région rurale, l'évaluation de la croissance démographique locale est plus positive.

Croissance démographique dans sa propre commune (ill. 31)

« Comment évaluez-vous les effets de la croissance démographique au cours des 10 dernières années dans votre commune de résidence ? »



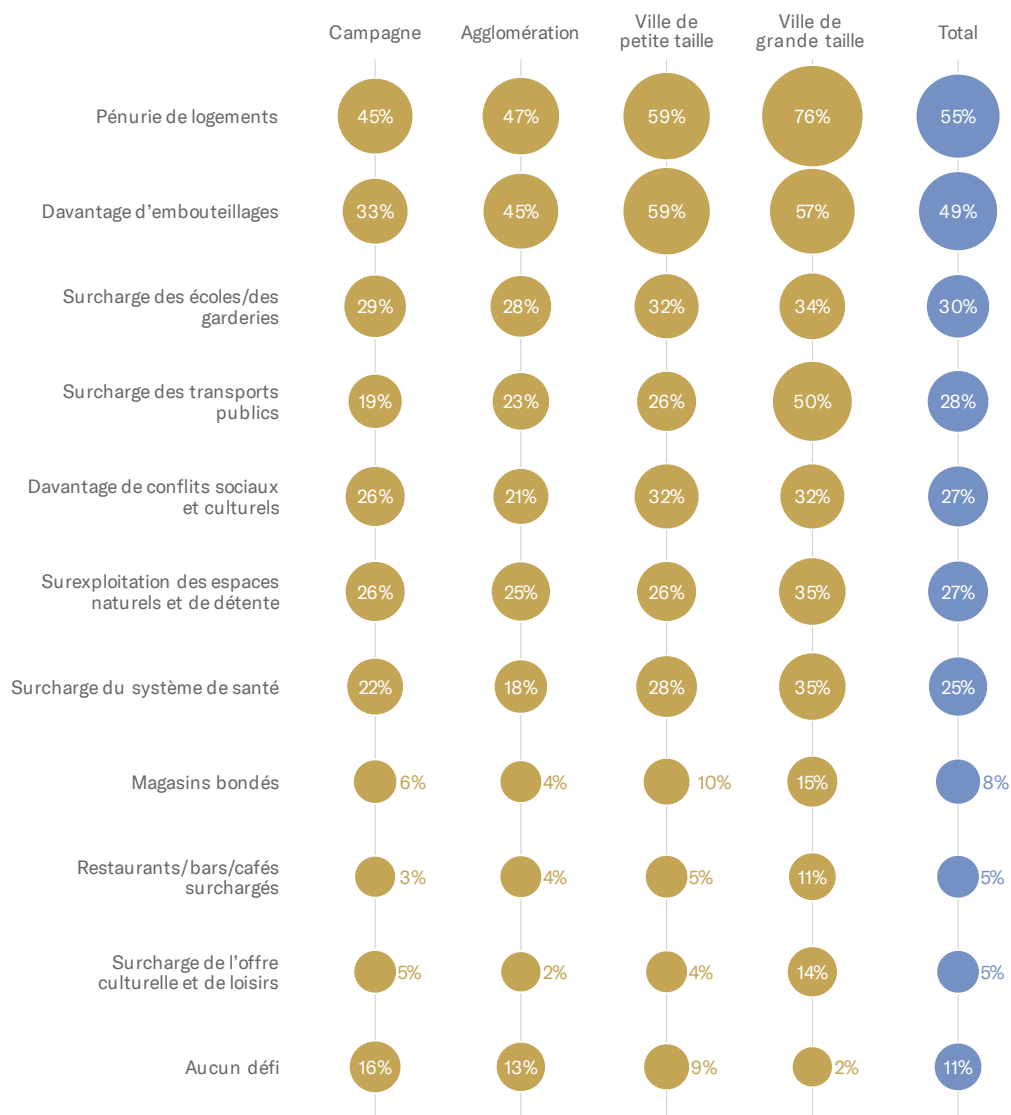
L'illustration 32 présente les défis posés par la croissance démographique selon les personnes sondées dans leur commune de résidence. La pénurie de logements, citée par 55 % de personnes sondées, arrive en tête. Dans les grandes villes, les trois quarts d'entre elles partagent le même avis. La surcharge des réseaux

de transport est également souvent citée : environ la moitié des Suisses estiment que les embouteillages dans leur commune sont une conséquence négative de la croissance démographique. Ils sont 28 % à considérer que la surcharge des réseaux de transport est un problème, une proportion qui atteint la moitié des personnes sondées dans les villes de grande taille. Comme nous l'avons vu précédemment, c'est précisément dans celles-ci qu'une nette majorité de la population observe une amélioration de l'offre de transports publics (ill. 21). Le contexte de croissance démographique a donc une influence notable sur la perception des personnes interrogées et cristallise leur attention sur la saturation et la surcharge. Les aspects positifs, tels que l'amélioration de l'offre de transports publics, passent quant à eux au second plan. Ce constat est cohérent avec le fait que les citadines et citadins portent un regard positif sur l'évolution de leur commune de résidence dans beaucoup de secteurs (ill. 21). Dès lors qu'il s'agit de croissance démographique, les défis pointés sont cependant particulièrement nombreux.

Baromètre ville-campagne 2025

Défis posés par la croissance démographique (ill. 32)

« Parmi les aspects mentionnés ci-après, quels sont ceux qui, selon vous, freinent la croissance démographique de votre commune de résidence ? »



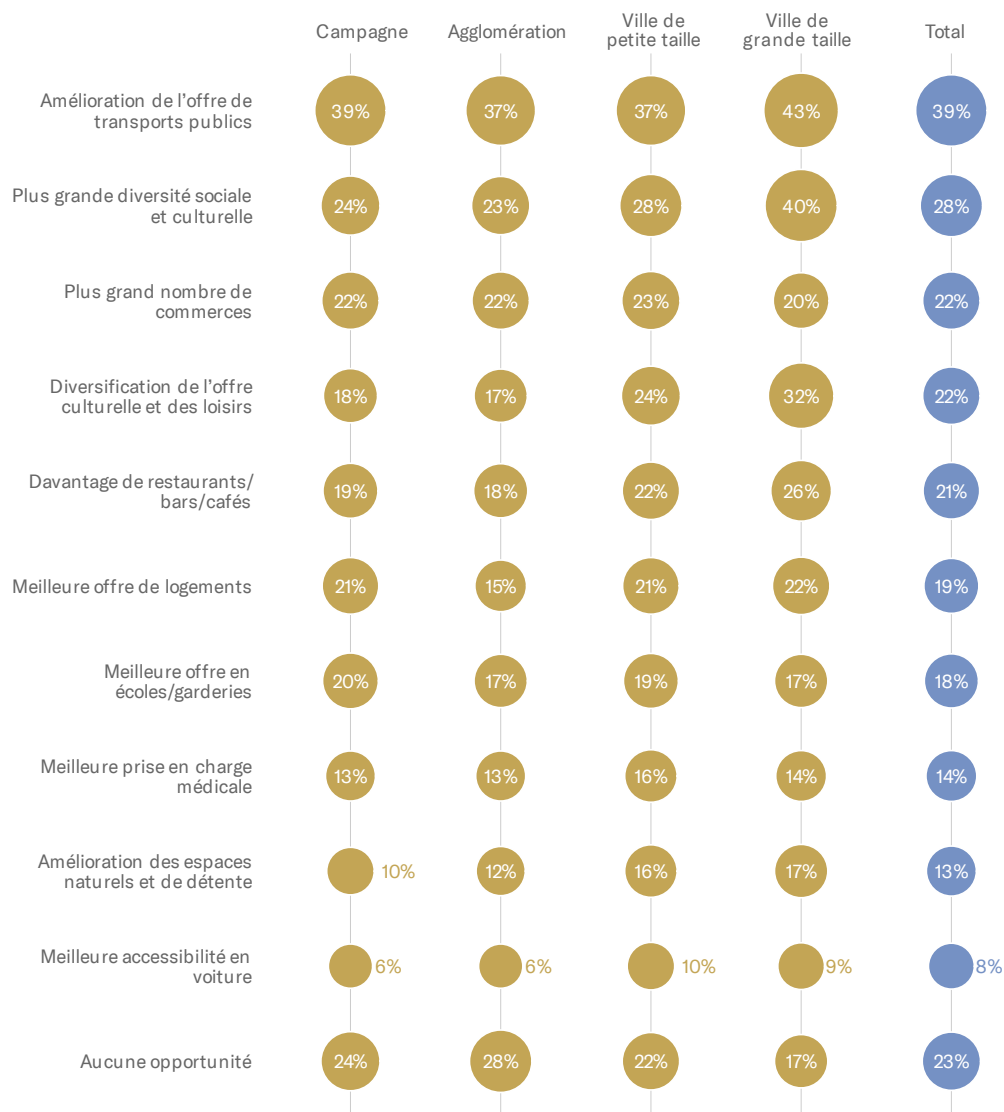
Si la croissance démographique est actuellement principalement associée à des défis, les personnes interrogées mentionnent également des opportunités. Elles se montrent néanmoins nettement plus réservées sur celles-ci que sur les défis (ill. 33). L'amélioration de l'offre de transports publics arrive en tête des réponses fournies (39 %). 28 % de personnes sondées voient la croissance démographique comme un enrichissement culturel et social. Dans l'ensemble, c'est dans les grandes villes que l'on

Baromètre ville-campagne 2025

associe le plus d'opportunités à la croissance démographique.
On y est toutefois très sensible aussi aux défis posés par celle-ci.

Opportunités associées à la croissance démographique (ill. 33)

« Parmi les aspects mentionnés ci-après, quels sont ceux qui, selon vous, favorisent la croissance démographique de votre commune de résidence ? »



5.2 LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN SUISSE

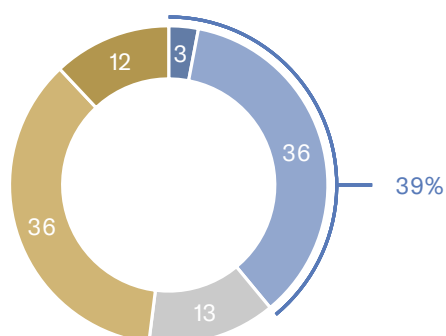
Le ressenti est beaucoup plus négatif s'agissant de la croissance démographique à l'échelle de la Suisse que dans les communes de résidence (ill. 34). Si 39 % de personnes interrogées considèrent que la croissance démographique des dix dernières années a des effets positifs sur leur commune de résidence, elles ne sont que 23 % à estimer que l'évolution est positive sur la même période pour la Suisse. Autrement dit, dans l'environnement proche, la croissance démographique recueille des avis plus favorables qu'à l'échelle nationale. Cela peut s'expliquer par le fait que ses aspects positifs sont plus palpables au niveau local, notamment l'amélioration de l'offre de restauration ou une popularité croissante. Au niveau national, la croissance démographique est moins tangible et perçue comme une menace par une majorité de personnes. L'idée que la Suisse pourrait bientôt compter près de 10 millions d'habitantes et d'habitants en effraie plus d'un. Simultanément, les avantages de cette croissance démographique pour la Suisse dans son ensemble sont moins palpables. Ses répercussions concernent la croissance économique globale ou la capacité d'innovation du pays. Autrement dit, elle n'a qu'un impact indirect sur la vie quotidienne de la population.

Dans l'environnement proche, la croissance démographique recueille des avis plus favorables qu'à plus grande échelle au niveau nationale.

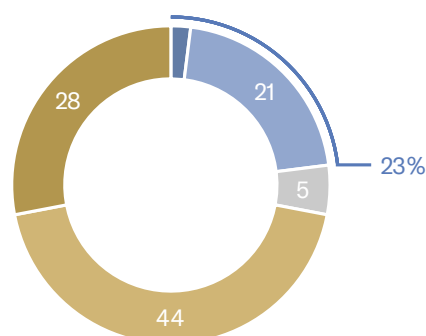
Effets de la croissance démographique sur les communes et la Suisse (ill. 34)

« Comment évaluez-vous les effets de la croissance démographique au cours des 10 dernières années dans votre commune de résidence ? » ; « Comment évaluez-vous les effets de la croissance démographique en Suisse au cours des 10 dernières années ? »

Croissance dans la commune



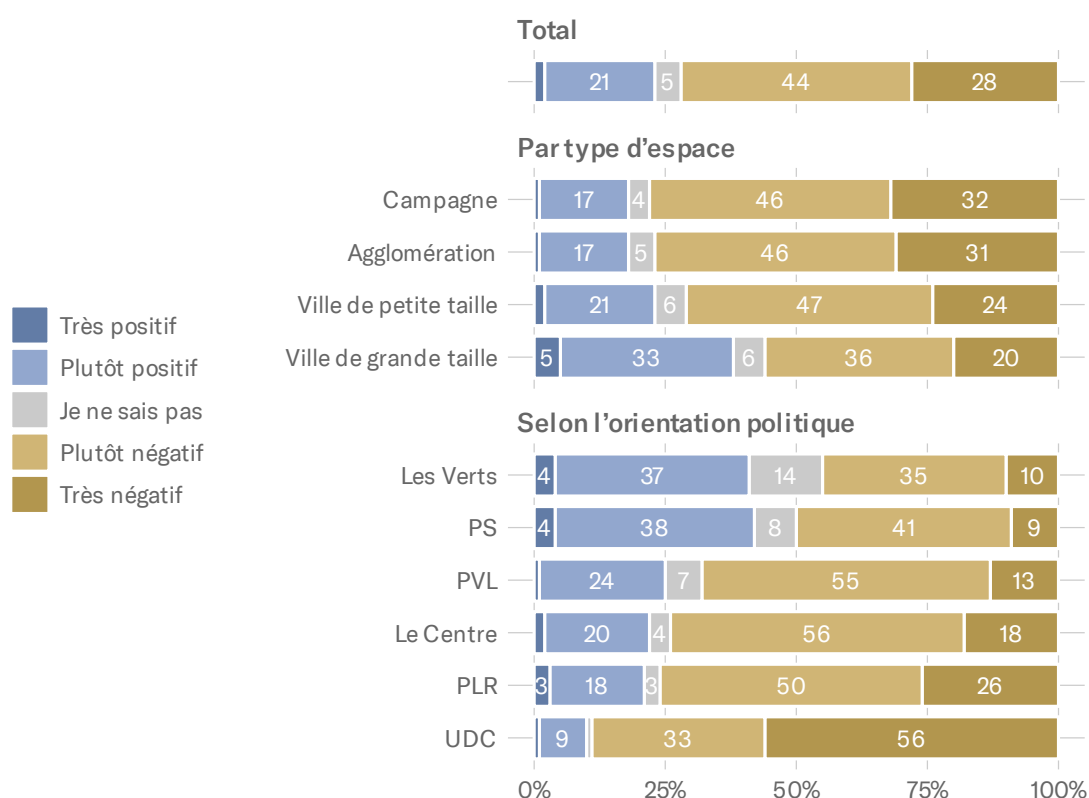
Croissance en Suisse



L'évaluation des conséquences de la croissance démographique pour la Suisse varie considérablement entre ville et campagne, ainsi que selon le camp politique (ill. 35). Plus le lieu de résidence est rural et plus la sensibilité politique est à droite, plus l'évaluation est négative. A la campagne, 78 % des personnes interrogées ont ainsi un avis négatif sur la croissance démographique de la Suisse ces dix dernières années, alors même qu'elle est jugée plutôt positive dans les communes rurales (ill. 31). Cela suggère que ces appréciations sont moins fondées sur des expériences locales concrètes que sur des craintes abstraites, comme le souci de préserver son identité et son patrimoine culturel, ou encore la vision d'une Suisse étrangère, urbanisée.

Effets de la croissance démographique sur la Suisse (ill. 35)

« Comment évaluez-vous les effets de la croissance démographique en Suisse au cours des 10 dernières années ? »



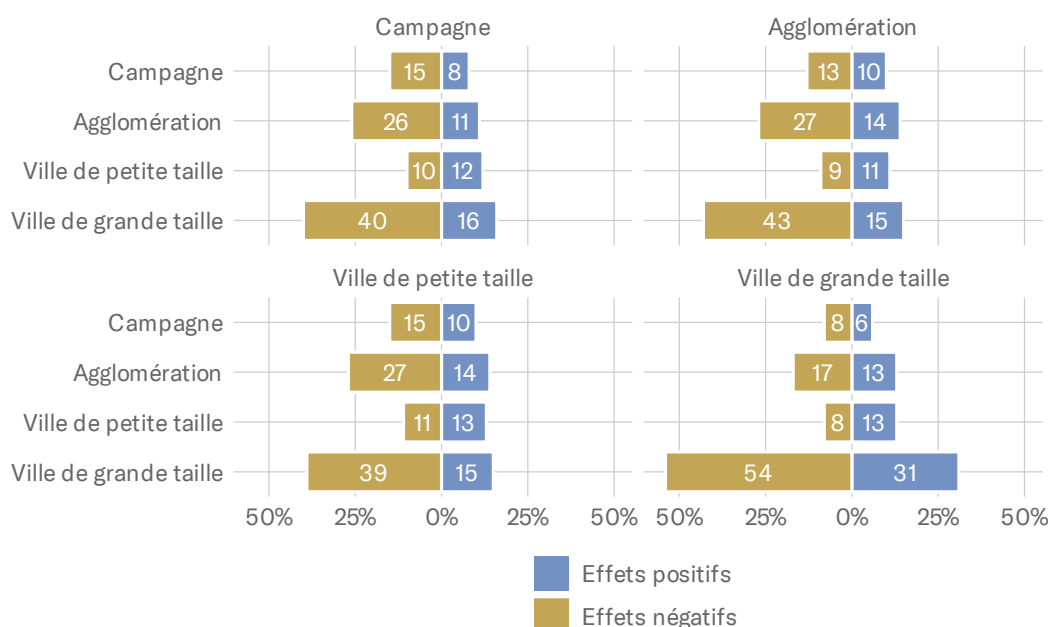
Ce fossé entre l'expérience concrète et l'évaluation négative de la croissance démographique va de pair avec le fait que la population rurale ne se considère que modérément concernée par ce phénomène (ill. 36), davantage associé aux grandes villes. Reste à

Baromètre ville-campagne 2025

savoir si le regard négatif porté sur la croissance démographique par les ruraux est réellement lié à une solidarité avec la population urbaine, supposée plus touchée. Il est probable que cela tient plutôt à l'image de villes en expansion et en proie à la densification, qui en effraie plus d'un à la campagne. Si les avis sur la croissance démographique de la Suisse sont nettement plus positifs parmi les habitantes et habitants des grandes villes que dans les autres types d'espace, là encore, ils voient les effets négatifs de cette croissance principalement chez eux.

Effets régionaux de la croissance démographique (ill. 36)

« Selon vous, où les effets positifs de la croissance démographique se font-ils le plus sentir ? » ; « Selon vous, où les effets négatifs de la croissance démographique se font-ils le plus sentir ? »



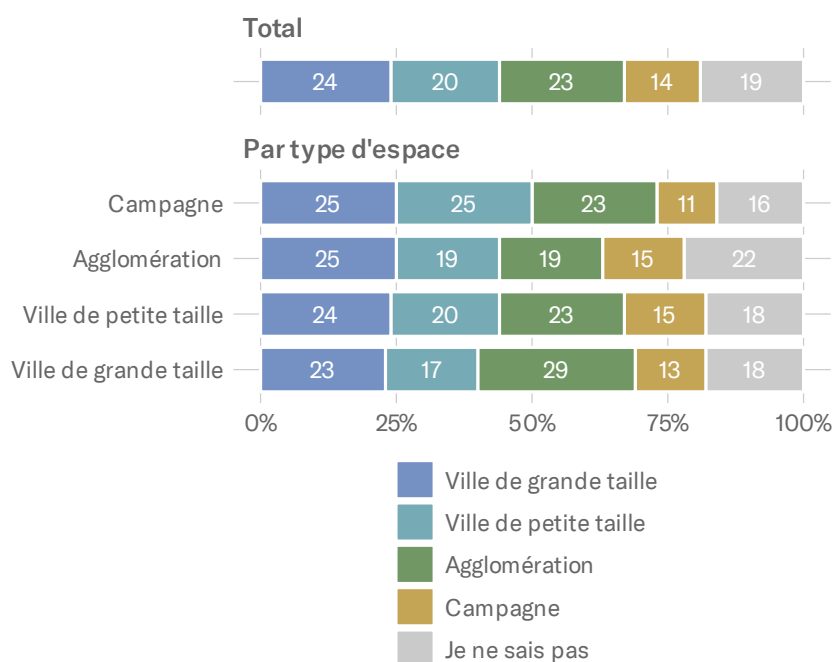
Là encore, les ruraux associent les effets les plus négatifs de la croissance démographique aux villes de grande taille.

La question du type d'espace à privilégier par la Suisse à l'avenir ne révèle pas de préférence claire : les avis se répartissent de manière assez homogène entre la ville et la campagne (ill. 37). Environ un quart des personnes interrogées souhaitent voir la croissance se concentrer dans les grandes villes ou les agglomérations. Environ un cinquième d'entre elles favorisent les villes de petite taille, contre 14 % aux zones rurales. Les sondées et les sondés ont tendance à souhaiter une moindre croissance dans leur propre type d'espace.

Baromètre ville-campagne 2025

Future croissance des agglomérations (ill. 37)

« Selon vous, quel type d'agglomération la Suisse devrait-elle privilégier à l'avenir ? »



Fin 2024, la Suisse comptait environ 9 millions d'habitants, un chiffre supérieur à la population optimale pour de nombreuses personnes. Pour les Suisses, en moyenne, celle-ci est de 8,3 millions de personnes seulement (ill. 38). Cela correspond environ au niveau de 2015. Fait intéressant, à l'époque déjà, il était question de « stress lié à la promiscuité ». La population auparavant considérée comme trop élevée est donc aujourd'hui jugée optimale. Les souhaits sont très variables : environ 15 % des personnes interrogées considèrent que la population optimale ne doit pas dépasser 6 millions, 10 % d'entre elles plaçant la barre à 11 millions et plus. Il semble qu'une majorité de Suisses appellent de leurs vœux une réduction significative de la population de leur pays. On peut supposer qu'ils ne souhaiteraient pas subir les effets secondaires qui accompagneraient un recul démographique, perçus par les personnes vivant dans des communes en déclin (ill. 18). Quoi qu'il en soit, actuellement, une population de 8 millions de personnes est associée à des aspects nettement plus positifs que la Suisse de 10 millions d'habitantes et d'habitants.

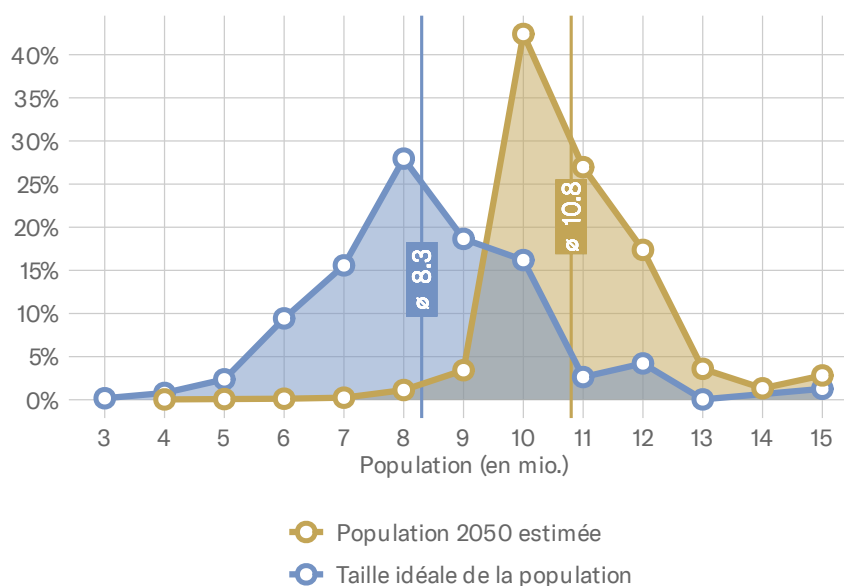
Une majorité de personnes interrogées tablent sur une poursuite de la croissance démographique au-delà de la barre des 10 millions.

En moyenne, les sondés estiment qu'elle atteindra 10,8 millions d'ici 2050 (ill. 38). Cette valeur moyenne attendue est légèrement supérieure au scénario de référence actuel de l'Office fédéral de la statistique, qui prévoit une population d'environ 10,3 millions de personnes à l'horizon 2050.¹ La population ne semble pas miser sur une concordance entre la réalité et ses souhaits, mais plutôt sur la poursuite d'une croissance démographique dynamique. Considérant l'initiative de l'UDC sur l'immigration, qui réclame une limitation à 10 millions du nombre d'habitantes et d'habitants pour 2050, il ressort qu'une majorité de personnes interrogées partent du principe qu'elle sera rejetée ou qu'elle ne pourra pas stopper la croissance démographique.

¹Scénarios de l'évolution de la population de la Suisse et des cantons 2025-2055, Office fédéral de la statistique 2025

Population suisse optimale (ill. 38)

« Fin 2024, la Suisse comptait environ 9 millions d'habitants. Selon vous, quelle serait la taille de la population idéale pour la Suisse ? » ; « Selon vous, combien d'habitants la Suisse comptera-t-elle en 2050 ? »



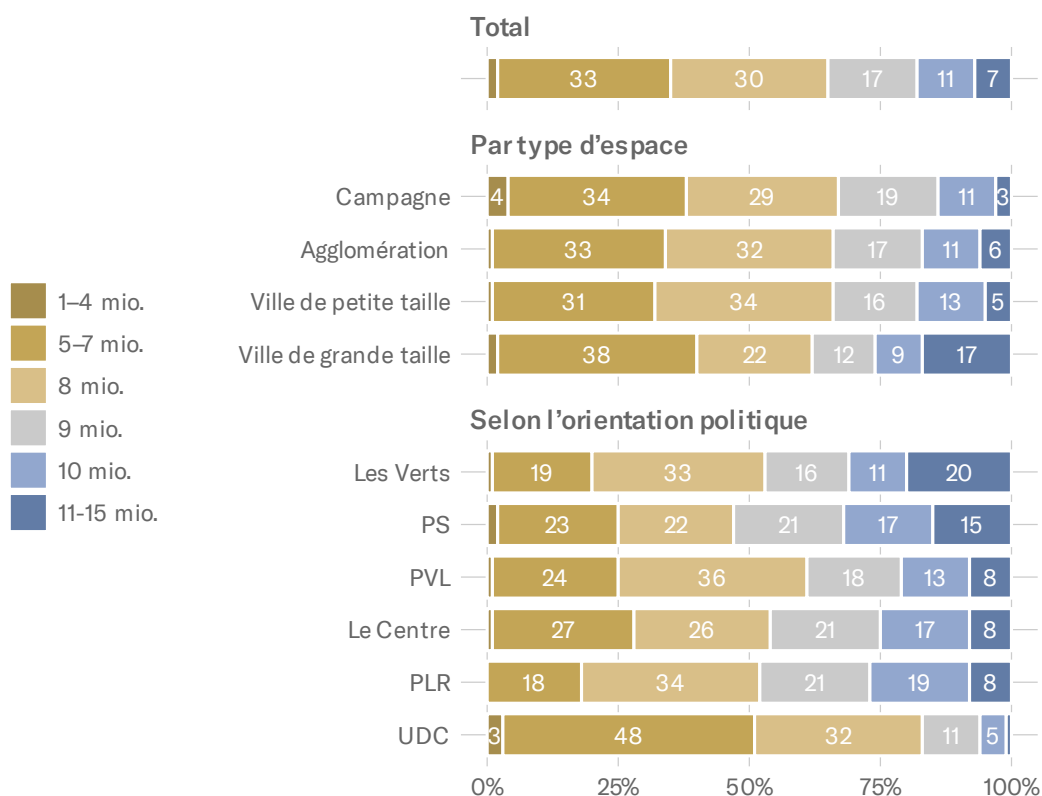
Les avis sur la taille idéale de la population varient peu entre zones urbaines et campagne (ill. 39). Dans tous les types d'espace, la préférence va à 8 millions de personnes. Dans les grandes villes, on observe toutefois une polarisation plus forte des préférences : un très grand nombre de voix se prononcent en faveur d'une population de 7 millions de personnes au plus, mais une proportion supérieure à la moyenne place la barre à 10 millions. Ces résultats concordent avec les précédents : si dans les grandes villes la croissance démographique est souvent associée à des effets négatifs, les citadines et citadins ont un avis plutôt positif sur l'augmentation de la population suisse. Sur le plan politique, on observe surtout un antagonisme entre les proches de l'UDC et le reste de la population. Alors que la base de l'UDC considère qu'une population de 7 à 8 millions de personnes est optimale pour la Suisse, dans les autres camps, la barre est placée à 8 ou 9 millions. Parmi les personnes qui ne soutiennent pas l'UDC, moins d'un tiers souhaiterait une Suisse à 10 millions d'habitants. Si les effets de la croissance démographique sont souvent considérés comme positifs dans l'environnement proche, le chiffre abstrait et difficile à appré-

Baromètre ville-campagne 2025

hender de 10 millions d'habitantes et d'habitants en Suisse paraît être largement perçu comme une menace.

Taille de la population suisse – en fonction du type d'espace et de la sensibilité politique (ill. 39)

« Fin 2024, la Suisse comptait environ 9 millions d'habitants. Selon vous, quelle serait la taille de la population idéale pour la Suisse ? »



Collecte des données et méthode

6.1 DEFINITION DES TYPES D'ESPACE

Les quatre types d'espace employés dans la présente étude se basent sur la typologie OFS « L'espace à caractère urbain, 2012 »². Parmi ces espaces, la « ville de grande taille » désigne les communes correspondant au type OFS « agglomération, centre principal » d'au moins 50 000 habitantes et habitants. L'espace « ville de petite taille » englobe quant à lui le type « agglomération, centre principal » de moins de 50 000 habitantes et habitants. Les autres communes d'agglomération ainsi que les communes-centre isolées sont attribuées au type « périphérie/agglomération ». Enfin, le type « campagne » désigne les communes restantes.

² cf. L'espace à caractère urbain 2012, OFS 2014

6.2 COLLECTE DES DONNÉES ET MÉTHODE

Les données de ce baromètre ville-campagne ont été collectées entre le 11 et le 21 juillet 2025. Les personnes résidant en Suisse alémanique et en Suisse romande constituent la population de base du sondage. Celles-ci ont été recrutées par le biais d'invitations publiées sur les panels en ligne de l'institut Sotomo et de la société Bilendi. Après apurement et contrôle des données, les informations fournies par 3439 participantes et participants ont pu être évaluées.

La participation à l'enquête s'étant déroulée sur la base du volontariat (procédé « opt in »), des distorsions peuvent apparaître dans la composition de l'échantillon. Des méthodes de pondération statistique sont donc utilisées pour que l'échantillon soit représentatif de la population en termes de critères socio-démographiques fondamentaux. Les critères suivants ont ainsi été pris en compte dans la pondération : sexe, âge, niveau de formation, orientation politique, région linguistique et type de région. Cette approche garantit une représentativité élevée du groupe cible. Pour l'univers total de l'étude, l'intervalle de confiance se situe à 95 % (pour une proportion de 50 %) +/- 1,7 point de pourcentage.

SOTCMO